



## La fin du rêve américain ?

Lauric Henneton

Paris, Odile Jacob, 2017, 304 pages

## One Nation after Trump: A Guide for the Perplexed, the Disillusioned, the Desperate, and the Not-Yet Deported

E. J. Dionne Jr., Thomas Mann et Norman Ornstein

New York, St. Martin's Press, 2017, 352 pages

## All Measures Short of War: The Contest for the 21<sup>st</sup> Century & the Future of American Power

Thomas J. Wright

New Haven, Yale University Press, 2017, 288 pages

Depuis l'élection surprise de Donald Trump en novembre 2016, de très nombreux ouvrages ont été publiés aux États-Unis et en France pour tenter d'éclairer le sens d'une évolution préoccupante de la vie politique américaine. En voici trois, sérieux, qui couvrent l'essentiel : l'évolution sociologique et les politiques intérieure et étrangère.

Lauric Henneton, maître de conférences en civilisation américaine à l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, présente un ouvrage très nourri, proposant une analyse des évolutions en cours – et futures – de la société américaine. Son hypothèse est que les mutations récentes ont convaincu les classes moyennes blanches que le rêve américain leur était désormais inaccessible. C'est la mobilisation électorale, inhabituelle et inattendue, de cette population qui explique la victoire de Trump.

Henneton s'attache tout d'abord et fort utilement à définir ce qu'est le rêve américain dans les faits : la possibilité, pour tous les citoyens, de se construire – à force de travail selon l'éthique de Benjamin Franklin – une vie de bonheur moral et de prospérité matérielle.

Les premiers chapitres du livre reviennent sur les origines historiques de ce rêve, rappelant l'importance de la fondation du pays par divers courants protestants venus d'Europe ; détaillant quelques moments clés du XIX<sup>e</sup> siècle ; s'arrêtant sur les années 1950, qui furent perçues par la suite comme le moment de culmination de ce rêve américain ; et jusqu'aux mandats du président Obama, dont la description s'achève par le passage en revue de difficultés sociales du pays (infrastructures, inégalités, faillite du politique).

Entrant dans le vif du sujet, l'auteur détaille ensuite les différentes peurs qui amènent les Américains d'aujourd'hui à douter de la possibilité de vivre le rêve promis. Il pointe d'abord la montée des multiculturalismes, avec d'un côté des Latinos en pleine croissance démographique, et de l'autre des musulmans perçus comme une menace ; puis la sécularisation des jeunes générations, les *millennials*.

Henneton relativise ces dangers – ce qui lui a valu les critiques du polémiste Éric Zemmour. Pourtant, l’auteur se place du point de vue des classes moyennes blanches peu diplômées, les moins aisées des *White Anglo-Saxon Protestants* (WASP), habitant dans les campagnes ou les banlieues les plus éloignées (les *exurbs*). La construction de l’ouvrage ne met pas en scène un rêve américain qui serait d’emblée habité et activé par les minorités.

Au final, ce sont bien deux Amériques qui se dessinent : une Amérique blanche nostalgique des années 1950 ; et une Amérique diverse tournée vers l’avenir. Cette dernière est illustrée par la Californie, paradis progressiste qui se place, grâce au sens civique de ses habitants, à la pointe du combat environnemental et de l’ouverture multiculturelle (avec la célébration des « identités à trait d’union », les *hyphenated identities*). C’est sur ces populations en progression que les Démocrates comptent pour remporter les élections – un peu trop tôt, manifestement...

En effet, la classe moyenne blanche a toujours le droit de vote... et elle a porté au pouvoir précisément celui qui lui promettait en 2016 de lui rendre le rêve américain – avec un programme d’infrastructures, une réforme fiscale, et en tournant le dos aux affaires du monde. Où en sommes-nous ? Le livre ne peut répondre à cette interrogation, bien sûr, mais reste une lecture très bénéfique pour qui cherche à s’instruire sur les États-Unis.

Thomas Mann et Norman Ornstein se sont longtemps gardés de tout parti pris dans leurs analyses de la politique américaine. Depuis leur livre de 2012 *It’s Even Worse Than It Looks*, ils ont sauté le pas. Même si Ornstein est toujours affilié au *think tank* conservateur American Enterprise Institute (AEI), Mann et lui ont rejoint E. J. Dionne, éditorialiste pro-démocrate du *Washington Post*, pour une analyse très critique des événements. Leur nouvel ouvrage analyse ainsi les causes de la victoire de Trump et propose des voies de régénération pour la démocratie américaine.

La victoire de Trump tient certes au succès de son personnage de *showman* transgressif, mais d’autres raisons, plus profondes et plus anciennes, entrent en jeu. Ces dernières renvoient à des dispositifs mis en place depuis quatre décennies par les élites du Parti républicain lui-même. Ces dernières ont en effet orchestré une guerre permanente contre les médias progressistes ; une délégitimation systématique des opposants politiques ; des appels au racisme et à la xénophobie ; une sape des normes de comportement propres aux femmes et hommes politiques dans une démocratie digne de ce nom.

Plus concrètement, le Parti républicain est accusé d’avoir détourné le système institutionnel à son profit : avec un redécoupage abusif des circonscriptions électorales, le maintien d’un Sénat qui surreprésente les États peu peuplés, un collège électoral qui introduit une distorsion dans la désignation du président, le rôle croissant de l’argent dans le déroulement de la vie politique, et le déni de droit de vote des membres des minorités dans certains États du Sud.

À en croire les auteurs, la situation actuelle serait finalement plus la faute du Parti républicain que de Trump. Ce dernier n’a fait que répondre au malaise des classes moyennes blanches. La campagne de Trump a ainsi réuni deux

courants de mécontentement populaire : l'un fondé sur les idées de race, de culture et de religion, agitant la peur de l'immigration ; l'autre porté par les questions économiques, pointant la délocalisation des emplois et la désintégration des classes moyennes pas ou peu diplômées. L'offre populiste et nationaliste de Trump joignait ainsi l'ethnocentrisme blanc et le protectionnisme.

La seconde partie de l'ouvrage propose quelques solutions. Très ambitieuse, elle appelle à un grand mouvement transformationnel fondé sur la mise en place d'une nouvelle économie, d'une nouvelle société civile, d'un nouveau patriotisme, en bref d'une nouvelle démocratie. Hélas, ce projet n'a aucune chance de se réaliser dans les années à venir, même en cas de retour d'un(e) président(e) démocrate. En effet, les débats au sein du Parti démocrate ne sont pas achevés (on doute à vrai dire qu'ils soient vraiment ouverts), et ce dernier n'a pas encore choisi sa ligne idéologique, entre centrisme et gauche radicale. L'écart reste donc immense sur les sujets du libre-échange *versus* protectionnisme, sur la politique étrangère à mener, sur la suite de la réforme de santé (autour des projets de systèmes « à payeur unique »). Les auteurs présentent cependant de bonnes idées, même si elles sont disparates. On relèvera par exemple celle d'un nouveau *G.I. Bill* finançant les études supérieures de certains travailleurs, ou celle d'un accord incitant les entreprises à penser leur impact social et environnemental sur le long terme.

D'origine irlandaise, ayant récemment succédé à Fiona Hill à la tête du Centre sur les États-Unis et l'Europe à la Brookings Institution, Thomas Wright propose ici une feuille de route pour la politique étrangère américaine dans les années à venir. Alors que l'ordre international libéral est largement défié, sinon terrassé, quelle attitude doivent adopter les États-Unis ? Thomas Wright préconise une politique interventionniste, à la fois morale et pragmatique, qu'il présente sous le terme de « compétition responsable ».

L'ordre international libéral défendu par les États-Unis depuis 1945 a connu une période bénie au lendemain de la chute de l'URSS en 1991. Durant plus d'une décennie, analystes et responsables politiques occidentaux ont pu penser que les idées de démocratie et de libre-échange avaient gagné et étaient réellement acceptées par tous. Mais la suite des événements a montré que ce n'était là qu'illusion : le 11 septembre 2001 a manifesté un défi terroriste sans précédent ; la prise de conscience des intentions de la Russie a sans doute eu lieu à l'été 2008, avec la guerre en Géorgie.

Russie et Chine entendent désormais réaffirmer leur prééminence dans leur région pour en faire une sphère d'influence ; les dirigeants autocrates de ces pays ont également peur d'une contagion démocratique chez leurs proches voisins. Par ailleurs, dans ces régions comme au Moyen-Orient, les traditions de nationalisme ethnique et religieux n'ont en fait jamais désarmé, voire ont été renforcées par l'effet d'angoisse identitaire qu'a engendré la mondialisation.

Pourquoi les États-Unis n'accepteraient-ils pas que le monde se transforme en une série de sphères d'influences juxtaposées ? Ne serait-ce pas le moyen pour eux, ainsi que le souhaite Donald Trump, de se retirer des affaires internationales ?

Pour Wright, un tel monde serait trop instable. Les États-Unis doivent maintenir leur prééminence pour assurer un ordre général. Cette affirmation peut être contestée car, au-delà d'un américano-centrisme assumé, elle semble tenir pour acquis que les États-Unis ont les moyens économiques et budgétaires d'une telle politique, et qu'il suffirait d'en prendre politiquement la décision. Or les déclinistes affirment que les États-Unis n'ont plus les moyens concrets de cette ambition. Le président Obama lui-même avait fait campagne sur l'idée de reconstruire la nation «à la maison» plutôt que de s'engager à l'étranger. Et il avait, comme Trump après lui, prévu de lancer un vaste programme d'infrastructures.

D'une lecture agréable, l'ouvrage prend sa place dans l'immense production de littérature stratégique américaine, entre pragmatiques et idéalistes, interventionnistes et isolationnistes, multilatéralistes et unilatéralistes. Si ces pages ont été entamées au moment où la victoire d'Hillary Clinton semblait acquise et pour lui servir de programme, leurs conclusions ont peu de chance d'être suivies par l'administration Trump. Elles pourraient cependant valoir pour une prochaine administration, en 2020 ou 2024...

**Laurence Nardon**

Responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri

## RELATIONS INTERNATIONALES

### L'ASSUJETTISSEMENT DES NATIONS. CONTROVERSE AUTOUR DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE ÉTATS ET INVESTISSEURS

Renaud Beauchard, en collaboration  
avec Sarah Albertin  
Paris, Éditions Charles Léopold  
Mayer, 2017, 172 pages

Cet ouvrage, qui devrait éclairer les lecteurs souhaitant comprendre les procédures d'arbitrage entre États et investisseurs étrangers et les enjeux juridiques, économiques et politiques de ce domaine bien particulier, est rédigé en termes clairs, et son propos est éminemment didactique. Il arrive à point nommé puisque ce mode de règlement des litiges a quitté le monde discret et restreint des spécialistes et des revues juridiques dédiées, pour le débat public. On sait que depuis la négociation du projet de traité de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne (TAFTA), l'ISDS en anglais (Investor-State Dispute Settlement) ou le RDIE en français (Règlement des différends relatifs aux investissements étrangers) fait l'objet d'échanges souvent très polémiques, lesquels ont été exacerbés par la ratification du même type de traité entre, cette fois-ci, le Canada et l'Europe (CETA).

À la faveur de ce mécanisme, les États acceptent de s'en remettre à des personnes privées – les arbitres – pour juger de leur litige avec des investisseurs étrangers. Or ce mécanisme assez particulier existe depuis le début des années 1990, et c'est seulement à partir des années 2010 qu'il devient un sujet polémique.

Les auteurs de l'ouvrage ont l'insigne mérite de présenter le RDIE en le rendant accessible à un public plus large que celui des juristes sans pour autant en simplifier les mécanismes juridiques : l'évolution historique de cette forme d'arbitrage et ses règles, y compris parmi les plus complexes, sont présentées en termes compréhensibles par tous. L'entreprise était nécessaire, tant les débats autour du RDIE s'appuient souvent sur une compréhension très incomplète, voire inexistante, de son mode de fonctionnement et de ses principes.

Plus généralement, le mécanisme d'arbitrage est également replacé dans son environnement macroéconomique global, et la logique libérale qui le soutient est décryptée sans concession. Cette analyse critique est finalement conduite à l'aune d'un constat, et sous-tendue par un paradigme spécifique. Le constat : le RDIE est l'une des manifestations, au sein de la mondialisation, de la capacité des entreprises transnationales à échapper à l'emprise souveraine des États. Quant au paradigme, il est que l'État westphalien est nécessairement le garant de l'intérêt public. S'il est une critique qui pourrait d'ailleurs être adressée aux auteurs, elle se loge peut-être ici : l'analyse prend pour modèle l'État de droit et le fonctionnement démocratique, qui ne constituent pas des caractéristiques universellement partagées dans la communauté des nations.

Quoi qu'il en soit de ce dernier point, l'ouvrage se conclut en reprenant les propositions formulées afin de réformer le RDIE et de permettre à l'État de retrouver une part d'une souveraineté jugée perdue. Au-delà de la réforme de l'existant, les auteurs vont jusqu'à proposer un système totalement alternatif au RDIE, qui reposerait sur la mise

en place de « jurys citoyens d'arbitrage démocratique », mais qui, peut-être en raison des développements très courts qui lui sont consacrés, ne convainc pas totalement.

Il n'en reste pas moins que la lecture de cette analyse très précise et critique du RDIE est vivement recommandée.

**Mathias Audit**

**FOREIGN SERVICE: FIVE DECADES  
ON THE FRONTLINES  
OF AMERICAN DIPLOMACY**

James F. Dobbins

Washington D.C., Brookings

Institution Press, 2017, 336 pages

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, de 1967 à 2014 (avec une parenthèse de onze ans à la Rand), James Dobbins a été aux avant-postes de la diplomatie américaine. Il a eu, à ce titre, l'occasion de travailler avec nombre de responsables des États-Unis mais aussi d'interlocuteurs étrangers, dont il dresse souvent des portraits incisifs et pénétrants. Il a aussi vécu directement le poids des contraintes intérieures sur l'élaboration de la politique extérieure : l'influence des lobbies ou préoccupations partisans sur des dossiers comme Cuba ou Haïti ; ou, plus encore, les prérogatives du Congrès. Ainsi, pour s'être injustement attiré la vindicte du sénateur Jesse Helms, il s'est vu à jamais écarté de tout poste d'ambassadeur, un veto qui l'a amené, dans la seconde partie de sa carrière, à embrasser diverses missions d'envoyé spécial du président ou du secrétaire d'État.

Agréable à lire, l'ouvrage est riche en informations sur les multiples

dossiers dont, dans ces années de *pax americana*, l'auteur a été conduit à s'occuper. Sa lecture révèle, au fil des pages, l'impact du passage du temps sur le fonctionnement de la « république impériale » : l'alourdissement des instances de discussion, le recul du département d'État face au Pentagone et, plus encore, à la Maison-Blanche ; l'ouverture progressive aux femmes d'un corps diplomatique au départ presque uniquement masculin et blanc. Plus encore, le livre illustre fidèlement le glissement des théâtres et des enjeux.

À ses débuts ainsi, la carrière de l'auteur le conduit à s'occuper presque exclusivement des questions européennes. Il va notamment être le témoin de la création, dans le plus grand secret, du « Quad » ; se valoir – à tort, comme il s'efforcera de le démontrer par la suite – l'image d'un adversaire de l'Union européenne pour s'être opposé à la volonté de Paris d'assurer un début d'autonomie militaire à cette dernière ; suivre le dossier du Kosovo, de la conférence de Rambouillet jusqu'à ce qu'il considère comme une entreprise de *nation-building* couronnée de succès. Il travaillera même à l'organisation de la première « révolution de couleur », celle contre Milosevic en Serbie.

À cette époque pourtant, il a déjà été amené à participer au nouveau type de mission où, après la guerre froide, l'Amérique va toujours plus se lancer : la stabilisation, voire la démocratisation, de zones dont il n'était pas jusqu'ici familier. Ce qui nous vaut des développements souvent captivants sur la Somalie, Haïti et, par-dessus tout, l'Afghanistan où, sous Barack Obama, un Hamid Karzai se révèle un obstacle aussi frustrant que

les talibans ou le Pakistan. Aux yeux de l'auteur, il est vrai, les difficultés auxquelles l'Amérique est alors confrontée résultent moins de l'ambition que s'est fixée l'administration Bush-fils que de son refus de se donner les moyens qui auraient permis de la réaliser.

On peut se demander dans quelle mesure cet optimisme, probablement excessif, n'est pas une projection de son expérience en Europe sur un monde très différent. Il n'empêche ! Diplomate chevronné, James Dobbins nous offre un témoignage de première main et de précieuses réflexions sur près d'un demi-siècle de politique étrangère américaine. Il rappelle, ce faisant, l'utilité d'un département d'État marginalisé et même dénigré par l'actuel président.

**Pierre Melandri**

## HISTOIRE

### DIPLOMATIE ET « RELATIONS INTERNATIONALES » AU MOYEN ÂGE (IX-XV<sup>e</sup> SIÈCLE)

Jean-Marie Moeglin et Stéphane Péquignot (dir.)

Paris, Presses universitaires de France, 2017, 1 112 pages

Si l'on s'arrête à la seule histoire européenne, l'opinion commune voudrait que la diplomatie, dans ses formes actuelles, n'ait réellement pris naissance qu'au xvii<sup>e</sup> siècle, les traités de Westphalie (1648) jouant un rôle de référence. Le premier mérite des auteurs est ici de montrer que la période médiévale, depuis le

démembrement de l'empire carolingien et l'émergence consécutive des royaumes, des principautés et des cités-États, a connu d'authentiques « relations internationales », dans la guerre comme dans la paix. Autrement dit, en dépit de l'enchevêtrement des vassalités et des fidélités, des rapports existaient de puissance à puissance ne ressortissant pas aux affaires intérieures. Ainsi, il fallut longtemps aux rois de France pour imposer dans l'étendue de leur royaume le monopole de la diplomatie légitime, complémentaire du monopole de la violence légitime. Quant au pape et à l'empereur, ils furent toujours incapables, malgré leurs prétentions, d'être des juges suprêmes au sein de la chrétienté. À des degrés divers, celle-ci fut toujours politiquement divisée.

Pendant tout un temps, médiévistes et modernistes français ont délaissé l'histoire diplomatique, l'« histoire-traité » ayant subi le même sort que l'« histoire-bataille » : trop événementielle, trop élitiste, et d'ailleurs écrite depuis longtemps. Le réveil s'est fait lentement, à partir des années 1980. Le livre de Moeglin et Péquignot, imposant et rigoureux, maîtrisé et novateur, adossé de surcroît à une immense bibliographie, donne une impulsion décisive à cette démarche. Il est appelé à faire date.

À l'évidence, il n'était pas question d'évoquer, même sommairement, les principales négociations qui scandèrent alors l'action politique. L'option a été de retenir les thèmes essentiels, quitte à y introduire la chronologie. Tour à tour sont passés en revue les acteurs des relations internationales (en droit comme en fait, qui à l'époque féodale pouvait mener une « politique extérieure » ?), les conditions pratiques des échanges (les langues utilisées, le



rôle de l'oral et de l'écrit, l'archivage des traités), le statut des ambassadeurs, l'esprit qui présidait aux négociations, la formulation d'un premier droit public international, etc.

L'idée maîtresse est que, même au xv<sup>e</sup> siècle, les relations extérieures se nouaient non entre des États mais entre des hommes – avec leurs passions –, détenteurs à titre personnel et en général héréditaire de droits et de prérogatives. Ceux-ci leur procurant profit et honneur, il leur revenait de les maintenir et de les accroître par conquête, alliance ou mariage. Le rôle de *l'amicitia* et de *l'inimicitia* est ici fortement souligné. Cela dit, on voit ces princes – au sens que le droit romain donne à ce terme – s'identifier de plus en plus à leur pays : d'où l'introduction de la notion de bien commun.

Les auteurs sont loin d'admettre la radicale nouveauté de la Renaissance italienne : au-delà de la rhétorique qu'y maîtrisent les *oratores*, au point qu'ils font de la diplomatie une branche des belles-lettres, les ambassadeurs de Charles VII et de Louis XI, confrontés par exemple à l'Angleterre et à la Bourgogne, soutiennent la comparaison avec leurs contemporains de Florence, de Milan ou de Venise.

**Philippe Contamine**

### **CHIRAC, ASSAD ET LES AUTRES**

Manon-Nour Tannous  
Paris, Presses universitaires  
de France, 2017, 464 pages

Ce livre important de Manon-Nour Tannous, tiré de sa thèse de doctorat, mérite de retenir l'attention à un double titre.

En premier lieu, il offre une histoire de la relation franco-syrienne de 1946 à 2011 sous un jour politique et diplomatique et non, comme c'est souvent le cas, sous l'angle des affaires de renseignement pimentées d'un peu de pétrole. Les différents épisodes – la difficile sortie de l'ère coloniale et post-coloniale après la guerre d'Algérie, la phase d'ajustement distant sous Mitterrand, les tentatives de rapprochement non conclusives sous Jacques Chirac puis lors du mandat de Nicolas Sarkozy – sont nettement décrits et dûment replacés dans leur contexte historique.

En bonne universitaire, l'auteur ajoute au récit une lecture conceptuelle, fondée sur une réflexion sur ce que représente le bilatéralisme dans les relations internationales. Selon Manon-Nour Tannous, la relation bilatérale franco-syrienne relève de ce qu'elle appelle la « diplomatie de levier », en ce sens que la relation entre Damas et Paris importait moins pour l'une et l'autre capitales pour son mérite intrinsèque qu'en fonction des retombées qu'en attendaient les deux protagonistes sur des dossiers extérieurs. Chacun recherchait dans son rapport à l'autre un appui, ou un avantage, vis-à-vis d'un tiers (ou de plusieurs tiers).

Concrètement, il s'agissait pour la France de desserrer l'étau syrien sur le Liban et de disposer d'un point d'entrée sur le dossier israélo-palestinien ; tandis que la Syrie recherchait à Paris une légitimation de son rôle dans la région, une diversification de ses parrains extérieurs, et un pare-feu contre Washington.

La deuxième raison de lire cet ouvrage avec attention réside bien sûr dans les leçons que l'on peut en tirer pour l'action. Sous Jacques Chirac à deux

reprises, puis une troisième fois sous Nicolas Sarkozy, les dirigeants français ont cherché à établir un dialogue productif avec Damas. Dans les trois cas, cela est passé par une séquence similaire : premières approches, renforcement de la relation bilatérale proprement dite, attentes concernant des dossiers régionaux, déception du côté français (et d'une certaine façon du côté syrien). On doit s'interroger sur la cause de ces échecs répétés : limites intrinsèques de la « diplomatie de levier », nature de l'équation géopolitique régionale, caractéristiques du régime des Assad ? Notre auteur a l'élégance de laisser la question ouverte. Celle-ci apparaît en tout cas plus pertinente que jamais, au moment où une fois de plus les autorités françaises, dans des circonstances certes particulièrement dramatiques, se demandent s'il faut ou non renouer avec Damas.

Si l'on s'attache aux circonstances, justement, le précédent le plus pertinent n'est peut-être pas à rechercher dans les politiques des présidents Chirac ou Sarkozy, mais dans le réalisme froid qui a conduit François Mitterrand, en novembre 1984, à se rendre à Damas alors que nous soupçonnions le régime syrien d'avoir commandité l'assassinat de l'ambassadeur Delamare (1981) et l'attentat du Drakkar (1983). Le calcul alors était de négocier avec un État terroriste pour en limiter la capacité de nuisance. Aujourd'hui, après la terrible guerre de ces dernières années, serait-il vraiment utile de discuter avec un pouvoir qui constitue l'une des composantes du terreau qui nourrit le terrorisme djihadiste ?

**Michel Duclos**

## **ORIGINS OF THE NORTH KOREAN GARRISON STATE: THE PEOPLE'S ARMY AND THE KOREAN WAR**

Youngjun Kim

Londres, Routledge, 2017,  
248 pages

Officier de l'armée de Terre sud-coréenne et docteur en histoire de l'université du Kansas, Youngjun Kim est professeur à la National Defense University de Corée du Sud. Dans cet ouvrage, il s'appuie sur le concept « d'État garnison » développé par Harold Lasswell en 1941, pour expliquer la montée en puissance de l'armée nord-coréenne de la fin de Seconde Guerre mondiale à la conclusion de la guerre de Corée. Pour sa démonstration, l'auteur utilise des sources nombreuses et, pour certaines, originales : archives nord-coréennes saisies par les Américains à Pyongyang en 1950, biographies d'anciens combattants nord-coréens, archives soviétiques transférées en Corée du Sud en 1990, et documents russes détenus à Washington.

Dans une première partie, Kim revient sur les origines de l'Armée populaire. Il démontre qu'elle n'est pas uniquement le fruit de l'influence soviétique, comme cela est souvent avancé, mais que sa culture et son organisation résultent d'influences plurielles. Kim-Il Sung et son groupe étaient membres du Parti communiste chinois et combattirent contre l'armée japonaise en Chine dans les années 1930. Ils furent ensuite intégrés dans la 88<sup>e</sup> Brigade soviétique spéciale jusqu'en 1945. Un deuxième groupe faisait partie de l'Armée populaire de libération pendant la guerre civile chinoise. Il rejoignit la Corée du Nord entre 1947 et 1950. Ainsi, la plupart

des officiers de haut rang et plus de la moitié des soldats étaient soit des anciens des forces antijaponaises de Mandchourie, soit des vétérans de la guerre civile chinoise. Le troisième groupe, moins volumineux, était formé des « Coréens-soviétiques » qui luttèrent sur le front de l'est, ou contre les Japonais.

Dans une deuxième partie, l'auteur s'intéresse plus particulièrement à l'efficacité militaire de l'Armée populaire pendant la guerre de Corée. Il développe beaucoup la question des guérillas communistes à partir de 1948, et s'attarde sur le rôle clé qu'a joué leur échec dans l'issue du conflit. Il explique aussi que la plupart des officiers nord-coréens avaient plus d'expérience au combat que leurs homologues du Sud, et qu'ils étaient mieux formés. Il leur manqua néanmoins un ou deux ans pour entraîner leurs unités. Surtout, la politisation de l'armée – avec la création du « bureau politique général » en 1950, et la mise en place des commissaires politiques – détruisit l'allant des chefs militaires et leur esprit d'innovation. Au fur et à mesure de la guerre, l'Armée populaire devint une « bureaucratie inefficace ».

À la fin du livre, l'auteur évoque l'écho que son propos peut avoir dans l'actualité. L'armée nord-coréenne joue toujours un rôle significatif pour le maintien de « l'État garnison », pas en tant qu'instrument de répression comme peut l'être le Parti, mais plus comme un symbole national pour le peuple. Malgré les difficultés économiques et l'impopularité du service militaire, la population continuerait à souhaiter une armée forte.

En somme, cet ouvrage de Youngjun Kim, fruit d'une recherche très poussée,

est précis et passionnant. Son explication convaincante des premières années de cette institution clé en Corée du Nord en fait une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la guerre de Corée ou à celle des Corées en général.

**Rémy Hémez**

### **SUNNITES ET CHIITES. HISTOIRE POLITIQUE D'UNE DISCORDE**

Laurence Louër

Paris, Seuil, 2017, 252 pages

Qu'est-ce que le chiïsme ? Qu'est-ce que le sunnisme ? Chiïtes et sunnites ont-ils toujours été en guerre ? Assistet-on aujourd'hui à une nouvelle guerre de religions au Moyen-Orient ? Qui sont les Frères musulmans et que veulent-ils ? Alors que les réponses les plus simplistes à ces questions circulent fréquemment, l'ouvrage de Laurence Louër tombe à point nommé pour quiconque désire une compréhension approfondie et exhaustive des rapports entre les deux courants majeurs de l'islam.

Abordant leur naissance sur le plan à la fois théologique et politique, l'auteur analyse les divergences mais également les similitudes rencontrées par ces deux courants religieux dans leur développement au cours des siècles. Au-delà des préjugés les plus réducteurs, on y découvre que le chiïsme s'est surtout avéré révolutionnaire lorsqu'il fut marginalisé et éloigné des sphères du pouvoir, puis s'est trouvé plus consensuel et moins radical lorsqu'il a pleinement été intégré aux sociétés musulmanes. Le sunnisme a également connu une trajectoire similaire, les oulémas adoptant

l'obligation de suivre le gouverneur dès lors que celui-ci leur accorda statut et droit d'ingérence dans les affaires sociétales.

L'auteur analyse également les rivalités turco-persanes et explique le choix par les Safavides du chiisme comme religion officielle, et aborde avec précision l'émergence progressive, notamment avec la fin de l'Empire ottoman, d'un mouvement de renaissance islamique visant à rassembler les musulmans, par-delà les clivages confessionnels, dans une communauté de croyants pour faire face au colonialisme occidental. Y est ainsi abordée la naissance des Frères musulmans, fondés en Égypte par Hassan Al-Banna, qui parviendront *via* leur mainmise sur l'université Al-Azhar à influencer bon nombre de penseurs islamiques à travers le monde, au-delà des sunnites eux-mêmes, tandis que Sayyid Abul Ala Maududi fonda un mouvement quelque peu similaire en Asie. Dès lors, certains thèmes pourront fédérer les musulmans dans leur ensemble, à commencer par la cause palestinienne.

Un focus est notamment fait sur l'Arabie Saoudite, maison mère du wahhabisme, et sur la stratégie du royaume et son instrumentalisation du fait religieux pour contrer l'influence d'abord nassérienne puis khomeyniste, hostile à la monarchie en place. L'Iran est également abordé, et son soutien à des organisations telles que le Hezbollah est relié à la stratégie d'influence de la nouvelle République islamique, dans un contexte de marginalisation sur la scène internationale.

Enfin, l'ouvrage se termine par une analyse pays par pays des différents foyers de tension actuels entre chiites et sunnites, du Moyen-Orient

au sous-continent indien, mettant en lumière, au-delà des divergences théologiques, les rivalités politiques qui sont à l'origine de ces crispations. On y voit notamment que, derrière l'apparente opposition confessionnelle, se cache une lutte d'influence politique entre deux poids lourds régionaux, l'Arabie Saoudite et l'Iran, chacun accusant sa minorité confessionnelle d'allégeance politique au rival, au-delà de toute idéologie religieuse.

Voici un ouvrage complet, qui intègre les dimensions théologiques, politiques et historiques, et donc indispensable à quiconque désire comprendre à la fois la complexité des sociétés du Moyen-Orient et les enjeux politiques régionaux.

**Rachid Chaker**

## ÉCONOMIE

---

### THE POWER OF ECONOMISTS WITHIN THE STATE

Johan Christensen  
Stanford, Stanford University Press,  
2017, 232 pages

Les économistes occupent un rôle de plus en plus central dans la gestion des politiques économiques. Derrière ce constat, Johan Christensen montre que leur influence dans les structures gouvernementales n'a pas progressé au même rythme partout. Dans certains pays, la prise de pouvoir par les économistes s'est faite en quelques années, dans d'autres elle s'est étalée sur plusieurs décennies.

Le livre montre également de manière détaillée le bouleversement vécu dans la conduite des politiques fiscales, menée auparavant par différents groupes professionnels, tels que les juristes ou généralistes. Après la prise de pouvoir des économistes, les politiques économiques se sont concentrées sur l'efficacité du système fiscal aux dépens d'autres objectifs. Selon l'auteur, ces bouleversements sont liés à l'ascension de l'école néoclassique, depuis les années 1960 principal courant de pensée mondiale.

L'analyse suit le système fiscal de quatre pays (Nouvelle-Zélande, Irlande, Norvège et Danemark) et cherche à montrer comment le contexte institutionnel et politique a facilité (en Nouvelle-Zélande et en Norvège), ou retardé et limité (en Irlande et au Danemark) l'influence des économistes sur la politique fiscale. À leur arrivée au pouvoir, les économistes ont introduit des politiques fiscales « neutres » qui ont favorisé la taxation sur une base longue, avec un taux d'imposition marginal bas, tout en éliminant les exceptions ou déductions qui auraient pu déformer le fonctionnement des marchés.

Pour chaque cas, l'auteur décortique le rôle des économistes dans des réalités nationales uniques et complexes. L'influence de plusieurs acteurs est prise en compte : la structuration de l'administration publique, la compétition entre partis politiques et le rôle des groupes de pression. L'ouvrage englobe deux aspects de nos sociétés qui ne sont pas, en principe, liés directement. Tout d'abord, le recours à l'expertise dans la gestion des politiques économiques. Si la spécialisation du travail est devenue une caractéristique commune à presque

tous les secteurs de l'économie, le recours à une expertise spécialisée peut aussi obéir à des raisons très contingentes et locales, par exemple la légitimation politique d'une réforme socialement impopulaire. Le second aspect concerne l'adoption d'un paradigme unique, autour de l'école néoclassique qui domine cette expertise. Sur ce point, l'ouvrage est convaincant.

Néanmoins, certaines questions restent ouvertes. L'adoption d'un paradigme unique devrait comporter l'adoption plus ou moins généralisée des politiques économiques préconisées. Mais l'auteur admet que le cadre institutionnel peut, dans un premier temps, freiner cette tendance à la généralisation. Si on suit la thèse du livre, les politiques économiques finiront par converger à moyen – ou long terme. Mais est-ce véritablement le cas ? La diversité d'expériences analysées dans l'ouvrage ne permet pas de dégager un *pattern* commun.

Le paradigme dominant sera probablement modifié avant que la convergence ait lieu. L'auteur suggère ainsi le rôle des crises financières (comme celle de 2008-2010) ou des pressions externes (l'OCDE ou l'Union européenne) comme sources exogènes de changement de politique économique. Depuis la crise de 2008 et à la suite des nombreuses critiques formulées à l'encontre des économistes, le futur de la profession reste incertain. Non seulement la réputation des économistes a été fortement endommagée, mais les piliers même de la discipline ne sont pas encore à l'abri d'une implosion.

**Juan Flores Zendejas**

**A CENTURY OF FISCAL SQUEEZE POLITICS:  
100 YEARS OF AUSTERITY, POLITICS,  
AND BUREAUCRACY IN BRITAIN**

Christopher Hood et Rozana Himaz  
Oxford, Oxford University Press,  
2017, 272 pages

Christopher Hood et Rozana Himaz, tous deux chercheurs à l'université d'Oxford, présentent une étude remarquablement complète et pertinente de 100 ans d'austérité en Grande-Bretagne. La qualité de leur ouvrage repose sur un travail d'archives minutieux et une méthode d'analyse très rigoureuse. Considérant deux types possibles de politique d'austérité – celles qui augmentent le niveau des prélèvements obligatoires et celles qui réduisent les dépenses publiques –, les auteurs identifient 18 épisodes de rigueur budgétaire. Le premier remonte à 1916-1918, le dernier couvrant la période 2010-2015. Pour chaque épisode, les auteurs établissent une mesure qualitative du coût de l'austérité pour les citoyens, de ses effets sur la réputation de la majorité de l'époque, et du degré de consensus politique et social. Ils examinent également le contexte dans lequel ces programmes ont été instaurés, et rappellent leurs conséquences électorales.

De nombreuses conclusions sont tirées. Tout d'abord, rapportés au PIB, les plans de rigueur de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle sont particulièrement draconiens et concentrés dans le temps. En revanche, ceux décidés au cours des quatre dernières décennies – dépassant parfois les clivages partisans traditionnels – se caractérisent par un contrôle modéré des dépenses et un accroissement ciblé de la pression fiscale sur le moyen terme. Ensuite, il apparaît clairement que ces choix budgétaires ont des motivations

très différentes selon les époques. En 1916-1918 et 1941-1945, il s'agissait de financer l'effort de guerre. Dans la foulée des deux conflits mondiaux, la hausse des impôts et les coupes dans les dépenses militaires visaient simplement à rééquilibrer les comptes publics. En 1931-1932, 1968-1969 et 1977-1978, l'austérité est une réponse à la dévaluation de la livre sterling. Les épisodes les plus récents (1993-2000 et 2010-2015) étaient quant à eux destinés à maintenir la compétitivité et la notation financière du pays.

Enfin, les plans de rigueur ont assez souvent (mais pas systématiquement) nui aux gouvernements qui les ont mis en place. En général, le revers électoral subi par la majorité sortante est d'autant plus cinglant que l'austérité a été décidée par des partis au pouvoir depuis déjà plus d'une législature, comme l'illustrent les défaites historiques des conservateurs en 1964 et 1997, et des travaillistes en 1979. À noter que les *Tories* sont surtout sanctionnés à la suite de hausses d'impôts, alors que le *Labour* paie cher sa volonté de réduire les dépenses. Les résultats les plus attendus concernent évidemment l'impact des politiques d'austérité sur la résorption de la dette publique et du déficit budgétaire. En fait, seule la moitié d'entre elles a atteint ses objectifs. Sans surprise, la rigueur s'avère contre-productive quand elle est menée en pleine récession ou durant une période de faible croissance (par exemple entre 1974 et 1981).

L'intérêt de ce livre va bien au-delà de ce que suggère son titre. Il permet au lecteur de mieux comprendre les choix de société qui ont été faits par les dirigeants britanniques depuis plus d'un siècle.

**Norbert Gaillard**

## SHADOW BANKING AND THE RISE OF CAPITALISM IN CHINA

Andrew Collier

New York, Palgrave Macmillan, 2017, 208 pages

Andrew Collier, ancien président de la filiale américaine de la Bank of China International, analyse le système financier chinois en se penchant spécifiquement sur le *shadow banking*.

L'auteur rappelle tout d'abord les causes profondes de la naissance puis de l'essor de cette finance de l'ombre, qui échappe à tout contrôle réglementaire et alimente toutes sortes de projets, légaux et illégaux. En fait, l'instauration d'un « capitalisme chinois » à partir de 1978 passe par une politique de répression financière impliquant une faible rémunération de l'épargne des acteurs économiques chinois. L'objectif est de financer à moindre coût l'industrialisation du pays. Le corollaire est la création de petites banques informelles qui vont se lancer dans des investissements certes risqués, mais offrant des taux d'intérêt supérieurs à ceux des grandes banques d'État. L'emprise du *shadow banking* s'étend dans les années 1980 et 1990, via des entreprises et des banques coopératives locales qui prêtent aux ménages et à des entreprises de plus en plus imposantes.

C'est cependant la relance budgétaire de 2008 – assurée aux deux tiers par les gouvernements locaux – qui consacre le rôle primordial de la finance de l'ombre. Afin de mener à bien leurs diverses opérations spéculatives (en particulier immobilières), les municipalités et les provinces empruntent massivement à des banques du secteur informel. La bulle immobilière ne cesse de gonfler et aboutit dans un certain nombre de cas à la réalisation

d'« éléphants blancs » – le plus célèbre étant la construction de la cité-fantôme d'Ordos en Mongolie intérieure.

Le *shadow banking* est aussi fascinant que complexe et dangereux. Il reflète tout d'abord un système bancaire insuffisamment libéralisé. Certes, il favorise la diversification de l'économie chinoise et soutient les entreprises de taille intermédiaire, mais au prix d'une forte corruption et de multiples conflits d'intérêts. Par ailleurs, les principaux acteurs de cette finance informelle, initialement appelés *trusts*, présentent des statuts opaques. Par exemple, certains se prévalent d'une garantie (implicite ou explicite) d'une grande société, d'un autre *trust* ou d'un gouvernement local sans que cela soit avéré... Plus récemment, le *shadow banking* a essaimé dans la banque traditionnelle, qui y voit un moyen d'augmenter sa rentabilité. Cette évolution est inquiétante, car elle est susceptible de gangrener le système financier chinois dans son ensemble. D'où la préoccupation finale de l'auteur : celle de l'aléa moral. Devenues trop importantes, les institutions financières risquent de poursuivre des stratégies hasardeuses, comptant sur un renflouement massif de l'État en cas de banqueroute. Les autorités politiques et les experts écartent cette éventualité, considérant que l'épargne des ménages chinois et les réserves de change suffiront.

Fruit de nombreuses interviews, fourmillant d'anecdotes, l'ouvrage d'Andrew Collier est éclairant. Il permet de comprendre la difficulté de concilier croissance économique élevée et système financier sain. En creux, il souligne l'importance des réglementations bancaires et de l'analyse du risque de crédit.

**Norbert Gaillard**

## SÉCURITÉ/TERRORISME

### THÉORIE DES HYBRIDES. TERRORISME ET CRIME ORGANISÉ

Jean-François Gayraud  
Paris, CNRS Éditions, 2017,  
256 pages

Jean-François Gayraud, docteur en droit, est haut fonctionnaire de la police nationale. Après avoir travaillé pour la Direction de la surveillance du territoire (DST) et l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), il a rejoint, en 2017, l'équipe du coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme. Dans ce nouvel ouvrage, il analyse les liens entre terrorisme et crime organisé.

L'auteur distingue trois stades d'hybridation. Tout d'abord, la *coopération* : organisations terroristes et criminelles peuvent nouer des alliances, notamment pour obtenir des financements ou des armes. Ensuite, la *convergence* : ces organisations commencent à se ressembler et à agir par mimétisme. Enfin, la *mutation* : « des groupes deviennent de manière indistincte à la fois politiques et criminels ». Ces processus de rapprochement et de transformation transcendent les idéologies. Gayraud le démontre en proposant un tour du monde des groupes hybrides.

L'hybridation fonctionne dans les deux sens. Des structures criminelles peuvent se politiser et pratiquer le terrorisme. Le cas des cartels mexicains est particulièrement frappant : ils contrôlent des territoires, y imposent leurs règles et leur sous-culture. Pour soumettre la population, ils mettent en œuvre une stratégie de terreur, dont certains aspects – comme

les décapitations et les crucifixions – ne manquent pas de rappeler les exactions de Daech. De 1996 à 2016, la guerre des cartels a fait environ 175 000 morts. Il arrive que des organisations criminelles parviennent à prendre le pouvoir. On voit alors apparaître un État mafieux. À cet égard, l'histoire de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) et de sa prise en main du Kosovo est éloquent.

À l'inverse, des groupes terroristes peuvent évoluer vers la criminalité. Au départ, les activités criminelles – trafic de stupéfiants, enlèvements, braquages, etc. – peuvent être un moyen de financer des actions de terrorisme ou de guérilla. Au fil du temps, la cupidité peut prendre le pas sur la cause. L'auteur résume ce processus par une formule : les « paras » (militaires) deviennent des « parrains ». Les exemples de certains cadres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ou des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en attestent. Gayraud décrit Daech comme un super gang, et montre que les recrues francophones de cette organisation sont, pour beaucoup, des délinquants de banlieue. Il souligne que le récit du « voyou en quête de rédemption » est souvent erroné, et que l'on a plutôt affaire à des « gangsters islamisés » recherchant une justification religieuse à des pratiques prédatrices.

L'hybridation peut être telle qu'il en devient parfois impossible de distinguer les structures criminelles et terroristes. Face à ce phénomène, nos institutions sont mal adaptées. L'auteur relève en conclusion que les bureaucraties occidentales ont des « habitudes classificatoires » dont elles peinent à se défaire. Les spécialistes de la lutte contre le terrorisme s'occupent des terroristes et les experts de la lutte contre la criminalité traquent les



gangsters. À l'heure de l'hybridité, ces frontières bureaucratiques sont un handicap. L'auteur en appelle à une transformation des modes de fonctionnement de l'État « dans le sens de la transversalité et du décloisonnement » des services. Aujourd'hui à l'Élysée, Jean-François Gayraud va pouvoir s'atteler à cette tâche.

**Marc Hecker**

### LES GUERRIERS DE L'OMBRE

Jean-Christophe Notin

Paris, Tallandier, 2017, 272 pages

Cet ouvrage est, pour Jean-Christophe Notin, le dernier d'une longue série consacrée aux hommes et aux femmes anonymes qui se cachent derrière la « France guerrière » chère à Michelet. Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire, Mali, l'auteur est un habitué des coulisses des opérations extérieures, qu'il aborde avec un souci constant de mettre l'humain au centre du récit. L'œuvre de Jean-Christophe Notin est ainsi une lutte continue contre la « grande histoire » et sa tentation de transformer l'anonyme en négligeable, et l'opérationnel en anecdotique.

C'est donc une double recherche d'authenticité et de vérité qui amène l'auteur à revenir à la donnée première de l'historien : le témoignage. *Les Guerriers de l'ombre* pousse cette recherche à son extrémité logique, et l'ouvrage est déjà sur ce plan une prouesse : en abordant avec une démarche de transparence totale le « secret institutionnalisé » – le service clandestin de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) – l'auteur déstabilise à la fois le lecteur et ses interlocuteurs. Cette audace formelle – une

esthétique presque caravagesque – est renforcée dans le documentaire éponyme co-réalisé par Jean-Christophe Notin et Frédéric Schoendoerffer, qui transpose les entretiens à l'écran.

Disons-le : l'exercice est réussi, original et instructif. Avec un luxe de détails pittoresques, l'ouvrage dévoile plusieurs facettes méconnues du recrutement, de la formation, du quotidien et des méthodes des agents de la DGSE. L'auteur évoque sans tabou avec ses treize interlocuteurs – douze hommes et une femme – l'ensemble des sujets, des plus intimes aux plus banals, qui marquent l'empreinte d'une vie à part, décalée, d'une autre normalité. Car c'est ce qui ressort d'abord de ces heures d'entretiens : la clandestinité change la nature de la normalité, elle ne l'exclut pas. La DGSE, contrairement aux fantasmes qui l'entourent, n'est pas une pépinière de héros de cinéma, elle est même l'inverse : une école de rigueur et de précision, un « travail de bénédictin », une « école d'humilité et de travail en équipe » selon les propres mots des agents interrogés. On est bien loin du folklore incarné par le solitaire et flamboyant James Bond...

Le plus grand mérite de l'ouvrage est ainsi d'esquisser une éthique de l'agent de renseignement, faite de discipline, de travail, de retenue mais aussi de mensonges et de manipulations, où les conventions morales s'inclinent devant l'impératif du devoir accompli. Dans ce « métier ingrat qui n'apporte ni gloire, ni honneur, ni argent », les gratifications sont d'un autre plan : service de la patrie, action et engagement, fierté d'agir dans les coulisses de la grande histoire – comme lorsque la DGSE « traite » le commandant Massoud en Afghanistan ou Jonas Savimbi en Angola...

Ni «barbouzes» ni «seigneurs» donc : les guerriers de l'ombre sont avant tout de grands professionnels, des hommes et des femmes comme les autres, dont le témoignage éclaire notre société à la lumière noire. *Les Guerriers de l'ombre* fait ainsi écho à sa manière à l'analyse d'Alain Dewerpe dans son magistral *Espion : une anthropologie historique du secret d'État contemporain* : «Nous sommes tous des clandestins. En cela, l'espion a partie liée avec la construction du moi d'aujourd'hui. L'espion est un chiffre de notre condition, dont le décryptage ouvre sur une authentique anthropologie du présent.»

**Clément Tonon**

### **BOKO HARAM: THE HISTORY OF AN AFRICAN JIHADIST MOVEMENT**

Alexander Thurston  
Princeton, Princeton University  
Press, 2017, 352 pages

Voici enfin une histoire de Boko Haram qui permet de comprendre en finesse une des insurrections djihadistes les plus énigmatiques d'Afrique. L'approche chronologique, en particulier, s'avère fort utile pour décrypter la complexité d'un mouvement qui, à partir de 2003, a connu plusieurs phases de profondes transformations, de la secte jusqu'au groupe terroriste, avec une faction affiliée à l'organisation État islamique depuis 2015. Arabophone, l'auteur a prêté beaucoup d'attention aux vidéos de propagande des insurgés, et il argue que l'on ne peut analyser Boko Haram en faisant abstraction de sa dimension religieuse, quoi qu'il en soit par ailleurs des facteurs politiques, sociaux et économiques pouvant, aussi, expliquer

sa résilience face à une coalition anti-terroriste qui réunit les quatre pays du pourtour du lac Tchad.

Une telle lecture permet de déconstruire les poncifs habituels à ce propos, notamment les représentations qui opposent un islam soufi, africain et tolérant face et un islam arabe, salafiste, «radical» et séditieux. Contrairement à la vision qu'en ont certains spécialistes du terrorisme, Thurston montre ainsi que Boko Haram n'est pas une importation saoudienne. Au contraire, le mouvement s'est développé en rupture avec les groupes wahhabites du Nigeria. Au début des années 2000, son fondateur Mohammed Youssouf a d'abord réussi à s'imposer comme le prêcheur le plus virulent de la région, en profitant de l'absence des principaux prédicateurs salafistes de la ville de Maiduguri, partis en Arabie Saoudite poursuivre leur cursus religieux à l'université islamique de Médine. Les relations entre les deux mouvances se sont ensuite dégradées très vite. À mesure que les groupes salafistes dénonçaient la déviance doctrinale de Mohammed Youssouf, celui-ci s'est radicalisé et a musclé son discours contre l'État nigérian. En 2009, il devait finalement appeler au djihad pour venger des membres de la secte abattus sans sommation par la police. L'exécution extrajudiciaire de Mohammed Youssouf précipita alors Boko Haram dans une autre dimension, celle de la clandestinité, du terrorisme et, bientôt, du massacre et de la guerre civile dans les régions riveraines du lac Tchad.

Pour autant, le mouvement a continué à revendiquer des positions religieuses. Rejeté en 2016 par l'organisation État islamique, le successeur de Mohammed Youssouf, Aboubakar Shekau, a par exemple accusé la faction de son rival d'avoir basculé dans le murjisme (*murji'ah*). Cette école théologique, qui date

du Moyen Âge, considérait que seul Dieu pouvait juger des péchés des croyants. Elle est aujourd'hui déclarée impie, car elle va à l'encontre de la position des clercs qui attribuent aux imams et aux juges de la charia le soin de prononcer des anathèmes et, pour les salafistes les plus radicaux, d'excommunier (*takfir*) les déviants. Le débat n'est pas clos, mais il revêt toute son importance quand on sait que Boko Haram tue essentiellement des musulmans et non des chrétiens, minoritaires dans la région. À sa manière, le livre de Thurston nous renvoie ainsi à la question fondamentale des relations entre la religion et des États défailants qui n'ont pas réussi à gérer leur héritage islamique et les demandes de justice sociale à travers la charia.

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

## DÉFENSE/STRATÉGIE

### INDUSTRIES DE LA DÉFENSE DANS LE MONDE

Fanny Coulomb

Grenoble, Presses universitaires  
de Grenoble, 2017, 120 pages

Affectée par la crise, la mondialisation et les phénomènes de concentration et de diversification, l'industrie de défense mondiale a subi de profondes transformations depuis les années 1990. Fanny Coulomb, maîtresse de conférences en économie, nous en dresse ici un tableau actualisé.

L'auteur adopte tour à tour trois perspectives : elle commence par une dimension historique, puis livre une

analyse économique du marché, licite et illicite, des armements, pour conclure en situant l'industrie de défense européenne à la croisée des chemins, entre coopération et compétition.

Le premier chapitre du livre rappelle l'ouverture à la concurrence de l'industrie de défense à la fin des années 1980, et les restructurations qui suivirent la fin de la guerre froide. Dans l'Union européenne, les premières filiales communes naissent, elles aussi, dans les années 1980. Pour autant, acquisitions et prises de contrôle hors des frontières restent rares dans les décennies suivantes, hors aéronautique et électronique de défense.

Le deuxième chapitre liste les spécificités du marché de l'armement, notamment la relation étroite entre les industriels et les États, et l'existence de compensations industrielles. Fanny Coulomb poursuit son analyse économique en exposant quelques débats prégnants dans la littérature économique : par exemple sur la question de savoir si les dépenses en R&D militaire contribuent à la croissance. À cet égard, l'auteur se contente de présenter les différentes théories en présence, sans prendre parti. Ce souci d'impartialité a pour contrepartie de laisser le lecteur seul face à des théories contradictoires, et de lui présenter parfois des théories pourtant infirmées par des résultats empiriques.

Dans le dernier chapitre, Fanny Coulomb s'intéresse au positionnement stratégique de l'industrie de défense européenne. Confrontées à une oligopolisation croissante et à des budgets de défense en baisse – à l'exception du budget des États-Unis, qui ne financent que des achats nationaux –, les entreprises de défense se tournent plus vigoureusement vers l'exportation. Sur ce terrain, l'industrie de défense

européenne affronte la concurrence américaine, alors que les groupes américains «bénéficient de budgets d'équipement et de recherche colossaux au niveau du département à la Défense», en plus d'un important marché intérieur. Décloisonner les marchés nationaux, et coopérer à l'échelle européenne : deux nécessités, ne serait-ce que pour partager les coûts croissants de R&D, et bénéficier d'économies d'échelle en matière de production.

Suivant cette piste, l'auteur retrace les principales étapes de la mise en place d'une industrie de défense européenne, et dresse un bilan contrasté des expériences de coopération industrielle. Pour elle, ce sont les «initiatives privées [qui] sont le véritable moteur de l'intégration de l'industrie européenne de la défense et de son développement».

Fanny Coulomb propose de manière pédagogique un état des lieux actualisé de l'industrie de défense mondiale, incluant l'industrie chinoise, russe et de pays émergents. On peut cependant regretter que le focus économique du livre néglige certaines conséquences politiques. Parmi de multiples exemples : supprimer des capacités industrielles redondantes au niveau européen fera inévitablement des perdants, et laisse ouverte la question de savoir qui acceptera de renoncer à ses compétences.

**Sophie Lefeez**

## **MARCHANDS D'ARMES. ENQUÊTE SUR UN BUSINESS FRANÇAIS**

Romain Mielcarek  
Paris, Tallandier, 2017, 112 pages

Alors que les ventes d'armes françaises retentissent à la une des médias

– comme ce fut encore le cas en décembre 2017 lors de la vente de 12 avions de combat *Rafale* supplémentaires au Qatar –, l'ouvrage de Romain Mielcarek arrive à point nommé. Les livres traitant de la politique d'exportation d'armements demeurent rares, et encore plus ceux qui adoptent un point de vue nuancé sur les succès à l'export français. Le dernier de cet ordre paru il y a quelques années est celui de Jean Guisnel, *Armes de corruption massive. Secrets et combines des marchands de canons* (La Découverte, 2011). *Marchands d'armes* est donc une contribution bienvenue au débat public.

L'auteur aborde les différents aspects des exportations d'armements : les enjeux économiques et industriels, le rôle de soutien du gouvernement français, les États clients, les affaires, les liens entre politique d'armement et politique d'exportation. Un lecteur novice y trouvera donc son compte pour comprendre ce que représentent les ventes d'armes en France.

Un apport important est la richesse des témoignages recueillis. Romain Mielcarek a en effet interrogé de nombreux acteurs, qui racontent leurs métiers et, à travers eux, les différentes facettes des ventes d'armes. On trouve ainsi parmi les personnes interrogées des industriels, issus tant des petites et moyennes entreprises que des grands groupes, et à différents postes, des personnels de l'administration, des chercheurs spécialisés, des politiques tels que des membres de cabinet, et bien sûr des militaires. L'un de ces témoignages soulève d'ailleurs une question intéressante sur la politique française d'exportation d'armements vis-à-vis de la Chine. Comme l'auteur le relève lui-même, la France applique un embargo sur les matériels de guerre

contre la Chine, décidé avec ses partenaires européens suite à la répression de Tian'anmen en 1989. Pourtant, l'un des industriels interviewés rapporte vendre des ordinateurs de bord pour des blindés chinois et envisager un partenariat avec NORINCO, l'un des principaux groupes de défense de la République populaire de Chine.

Aux côtés de ces indéniables qualités, on notera cependant quelques faiblesses dans cet ouvrage, dues en partie à son ambition plus pédagogique qu'académique. Le titre tout d'abord porte à confusion, puisqu'il mentionne un «business français» alors qu'il s'agit d'un business mené par de nombreux États. Ensuite, certaines des données citées sont peu précises. Lorsque l'auteur cite les chiffres des volumes de ventes à l'export, il ne précise pas s'il s'agit des prises de commandes (contrats signés) ou des livraisons (armements effectivement remis au client, ce qui peut parfois différer fortement des montants des contrats). Dans le même ordre d'idées, on note une erreur factuelle sur le contrôle des exportations d'armement : Romain Mielcarek décrit un processus administratif qui n'est plus en vigueur depuis 2014. Enfin, le style journalistique amène l'auteur à employer des concepts sans recul, tels que «complexe militaro-industriel» ou «course aux armements», qui ont été largement sinon remis en cause, tout du moins fortement débattus dans la littérature académique. Ces diverses approximations sont regrettables mais l'ouvrage dans son ensemble reste un apport bienvenu au débat public sur les ventes d'armes.

**Lucie Béraud-Sudreau**

## **WAR BY NUMBERS: UNDERSTANDING CONVENTIONAL COMBAT**

Christopher A. Lawrence  
Lincoln, University of Nebraska  
Press, 2017, 374 pages

Les premiers modèles informatisés de combat, apparus dans les années 1950, créèrent le besoin d'une analyse quantitative de la guerre. L'historien militaire américain Trevor Dupuy (1916-1995) et les diverses organisations qu'il a dirigées furent des précurseurs dans ce domaine, constituant des bases de données statistiques sur les engagements au combat. L'auteur de *War by Numbers* s'inscrit dans cette lignée. Il a longtemps travaillé avec Dupuy et préside le Dupuy Institute. Après plusieurs années à étudier les insurrections, il insiste sur la nécessité d'exhumer la recherche sur les conflits de haute intensité. Pour ce faire, il présente des études menées par son institut, qui viennent compléter les travaux de Dupuy lui-même.

À partir de plusieurs bases de données recensant des combats de 1618 au début des années 2000, Lawrence revient, en chiffres, sur de nombreux sujets traversant les études sur la guerre : le rapport entre offensive et défensive, la valeur de la dispersion ou celle de la surprise, les rapports de force, les facteurs humains dans l'issue des combats, etc.

Il n'est pas possible d'être exhaustif ici. Trois thématiques majeures du livre peuvent néanmoins être soulignées. Tout d'abord, en ce qui concerne les rapports de force, l'auteur démontre que, dans 74 % des cas, lorsqu'un attaquant l'emporte, c'est qu'il se trouve en supériorité numérique. Lorsqu'on analyse les victoires des défenseurs, on s'aperçoit qu'ils étaient

en infériorité numérique dans 64 % des cas. L'attaquant sort presque toujours vainqueur d'un affrontement lorsqu'il dispose d'un rapport de force supérieur ou égal à deux contre un.

Un chapitre particulièrement intéressant s'attache à démystifier ce que l'auteur appelle les « légendes urbaines », c'est-à-dire les idées préconçues sur le combat en ville. Les chiffres confirment qu'un attaquant progresse plus lentement en zone urbaine que sur les autres types de terrain : 0,96 km par jour contre 1,41. En revanche, les cas étudiés ne corroborent pas la croyance que les chars de combat souffrent plus de pertes en zone urbaine qu'en terrain ouvert. De même, le rapport de force nécessaire pour l'emporter ne serait pas influencé par ce terrain particulier. Pour l'auteur, ces biais sont la conséquence de la focalisation sur des études de cas extrêmes (Grozny), en oubliant qu'ils ne sont pas représentatifs.

Enfin, dans une partie consacrée aux pertes au combat, l'auteur fait remarquer que, de la guerre mexico-américaine (1846-1848) à la guerre du Vietnam (1963-1975), l'Army a compté 4 blessés pour 1 tué. Un changement majeur a eu lieu avec les engagements en Irak et en Afghanistan, où le taux est passé, respectivement, à 8,68 et 9,1 blessés pour 1 tué. Les évolutions liées aux prises en charge médicales, ou celles de la protection individuelle, y ont bien évidemment contribué. Mais les causes de blessures ont aussi un rôle clé. Les armes à tir direct (fusils ou mitrailleuses) tuent plus de 25 % des soldats touchés ; ce chiffre passe à 10 % pour les armes à fragmentation, ce qui inclut les engins explosifs improvisés (IED), omniprésents en Irak et en Afghanistan.

La lecture de cet ouvrage technique, entrecoupé de nombreux tableaux et statistiques, quelque peu rébarbative, n'est à conseiller qu'aux spécialistes. Pour ces derniers, il s'avérera un outil de travail particulièrement précieux.

**Rémy Hémez**

## **AMERICA AND THE FUTURE OF WAR: THE PAST AS PROLOGUE**

Williamson Murray

Redwood, Hoover Institution Press,  
2017, 224 pages

Williamson Murray est un auteur bien connu des amateurs d'histoire militaire. Il a écrit ou dirigé de très nombreux ouvrages considérés comme des références. On pense par exemple à *Military Innovation in the Interwar Period* (1996), ou à son récent volume sur la guerre de Sécession, *A Savage War: A Military History of the Civil War* (2016). Son nouvel essai diffère de ses précédents livres. Il s'agit d'une charge contre les responsables politiques et militaires américains, et une bonne partie du monde académique du pays, qui semblent ignorer que l'avenir de la guerre sera à l'image de son passé, sanglant et imprévisible.

La démarche qui a conduit l'auteur à prendre la plume est intéressante. Invité par l'état-major interarmées américain à assister à une conférence de présentation d'un document sur l'environnement opérationnel 2035 (*Joint Operating Environment 2035*), Murray est marqué par la platitude des propos et l'absence de références à de possibles changements violents. Il conçoit alors le présent ouvrage comme une alternative à cette publication officielle

afin de suggérer quelques vérités, et d'aider les armées américaines à mieux préparer l'avenir.

L'auteur rappelle utilement que l'analyse de tendance, lorsqu'il s'agit de réfléchir à l'avenir, est trompeuse. L'histoire du monde est d'abord faite de ruptures, souvent violentes, toujours imprévisibles. L'interdépendance croissante des économies ne signifie pas la fin de la guerre, tant la force sous-tend les relations entre États. Il revient ensuite sur la nature de la guerre. Contrairement à ce que certains zéloteurs de la technologie pensent, sa nature n'a pas changé et ne changera pas. En effet, des interactions humaines complexes sont en jeu dans la guerre. Elles impliquent un nombre considérable de décisions et d'événements. La friction, l'inattendu, la chance, sont des éléments irréductibles du phénomène guerrier. Bien entendu, le caractère de la guerre évolue. Murray explique ainsi que nous sommes entrés dans la sixième révolution militaro-sociale, celle des ordinateurs, de la communication et des médias sociaux. Il souligne aussi que personne ne peut à ce jour appréhender globalement les effets que cette révolution aura sur l'art de la guerre.

L'auteur axe une partie de son propos sur l'analyse des problèmes américains. Dans un passage très inspiré, il affirme d'abord que la guerre nécessite une préparation intellectuelle poussée, en particulier dans les disciplines académiques, ce qui est loin d'être le cas pour l'élite militaire américaine actuelle. Ensuite, la sclérose croissante de la bureaucratie militaire et du renseignement, tout comme des règles d'engagement trop contraignantes, sont dénoncées. Enfin, dans un dernier chapitre, l'auteur s'attarde sur les États-Unis et la guerre future, en

revenant notamment sur la grande dépendance des forces armées américaines vis-à-vis de l'espace et du cyber, ou sur le manque de bases logistiques avancées si des déploiements devaient avoir lieu.

Au final, cet essai, écrit avec brio et qui fait appel à des références historiques intéressantes, suscite la réflexion et amène à relativiser certaines idées reçues. Toutefois, la vision critique développée par l'auteur mériterait parfois d'être davantage illustrée et étayée.

**Rémy Hémez**

## ÉNERGIE

### THE NEW GEOPOLITICS OF NATURAL GAS

Agnia Grigas

Harvard, Harvard University Press, 2017, 416 pages

Cet ouvrage arrive en principe à point nommé : les marchés du gaz naturel connaissent des bouleversements profonds depuis que les États-Unis sont en passe de devenir l'un des premiers exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde, tout comme l'Australie. Les fournisseurs traditionnels, Russie ou Qatar, font face à l'arrivée de nouveaux concurrents transformant des marchés jusqu'alors très régionaux en un marché de plus en plus global. Mais l'analyse laisse une place prépondérante à l'offre tandis que les bouleversements liés à la demande sont négligés.

Or c'est là que se joue en grande partie la nouvelle géopolitique des marchés gaziers : les discussions et politiques

de la transition énergétique menées dans l'Union européenne (UE), et qui vont redéfinir le rôle du gaz naturel à l'horizon 2050, sont complètement sous-évaluées. Pourtant l'UE est et restera le troisième marché gazier mondial. Il en va notamment du rôle du gaz pour la production d'électricité dans un bouquet électrique décarboné, des gaz renouvelables, et des enjeux liés à la mobilité propre. À l'échelle globale, la géopolitique du gaz est aussi bouleversée, côté demande, par l'arrivée de nouveaux importateurs de GNL dans les pays émergents.

D'une manière générale, c'est la question du rôle des consommateurs qui mériterait d'être aussi au centre d'une telle analyse : sont-ils prêts à acheter le gaz à n'importe quel prix, en Europe, en Chine ou dans d'autres pays émergents ? Comment faire face à la concurrence du charbon peu cher et souvent disponible en abondance comme ressource intérieure pour la production d'électricité dans de nombreux pays émergents ? À quelles conditions le gaz peut-il jouer un rôle clé dans la transition énergétique ? Quel peuvent être ce rôle, et ses conséquences, pour les producteurs et les investisseurs ? Quels bouleversements dans les équilibres cela implique-t-il ? Qui dans le monde détient encore des ressources pouvant être développées et mises sur les marchés à des prix compétitifs ? Et quels nouveaux systèmes d'approvisionnement, ou technologies, sont amenés à jouer un rôle clé ?

En revenant longuement sur l'histoire des exportations américaines de GNL, le rôle de la Russie et de l'Ukraine comme pays de transit, ou encore celui des producteurs de la Caspienne, l'ouvrage n'apporte pas d'éléments analytiques ou informationnels nouveaux, et ces enjeux sont déjà connus

et documentés. Ce qui tend à faire de cet ouvrage une énième analyse descriptive qui n'apporte pas les bonnes clés pour répondre aux grandes questions d'aujourd'hui, pour cette industrie ou au niveau des politiques publiques. L'ouvrage prédit un recul de l'influence russe du fait de l'érosion des parts de marché de Gazprom dans ses marchés traditionnels : en 2016 et 2017, le gaz russe vendu par Gazprom ne s'est jamais aussi bien porté sur les marchés européens. Le gaz russe est plus compétitif que le GNL, notamment américain, qui s'est pour l'instant vendu dans les pays émergents.

Si les aspects de demande pour le GNL américain en sont presque réduits à l'analyse des capacités de gazéification disponibles dans le monde, l'ouvrage a cependant quelques mérites : celui de souligner que l'émergence des États-Unis comme l'un des principaux exportateurs de GNL va renforcer la sécurité des marchés gaziers car les exportations américaines seront très flexibles, susceptibles de répondre rapidement à des variations de prix partout dans le monde.

**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**

## ESPACE

---

### **LE NOUVEL ÂGE SPATIAL. DE LA GUERRE FROIDE AU *NEW SPACE***

Xavier Pasco  
Paris, CNRS Éditions, 2017,  
192 pages

Le *New Space* se veut la traduction d'une nouvelle donne schumpetérienne, provoquée par l'impact de la révolution



numérique sur les structures stato-centrées héritées de la guerre froide (le *Old Space*). Utilisée à l'excès, la formule, qui est aussi slogan, a été élevée au rang de grille de lecture privilégiée des bouleversements en cours dans le secteur spatial. C'est l'intérêt de cet essai dense que de replacer ce renouveau dans son contexte en posant l'hypothèse, ambitieuse mais lumineuse, de l'avènement d'un authentique «nouvel âge spatial». L'objectif est bien «d'essayer de comprendre les prémisses d'une apparente "reconquête de l'espace" aux États-Unis» et surtout d'en mesurer les implications.

Xavier Pasco brosse en six chapitres un tableau rendant justice au caractère protéiforme du *New Space* : aussi bien danger qu'opportunité (en particulier pour une Europe une nouvelle fois soumise à la peur du déclassement face au «défi américain») ; bulle spéculative et nouvel écosystème prenant le relais de l'acteur public ; élément perturbateur en quête de maturité technique et facteur de stabilité. D'autant que s'il participe par maints aspects d'une nouvelle vision potentiellement plus pérenne de l'espace, celle-ci ne fait pas consensus. On apprécie à ce titre la typologie éclairante de l'auteur entre «gestionnaire» (l'espace comme outil) et «visionnaire» (l'espace comme fin en soi), qui souligne la singularité de la démarche d'Elon Musk avec SpaceX, habituellement considérée comme l'archétype même de l'entreprise *New Space*.

Ce faisant, Pasco montre toute la continuité du phénomène derrière l'apparence de changement. L'analyse, qui interpelle par sa grande clarté et sa profondeur, est organisée selon trois niveaux superposés de lecture, lesquels constituent autant de clés de compréhension de l'histoire spatiale.

Tout d'abord, en centrant la réflexion sur les États-Unis, qui concentrent à eux seuls la majorité de l'effort spatial de la planète : le *New Space* apparaît autant comme la dernière incarnation d'une tendance déjà à l'œuvre dans l'immédiat après-guerre froide que comme le début possible d'un nouveau chapitre de l'aventure spatiale américaine, suivant celui qu'ouvrit Spoutnik.

Ensuite, en mettant l'accent sur le devenir de la communauté spécialisée qui s'est donnée pour objet de représenter le spatial : structurellement en crise car condamnée à s'interroger constamment sur la raison d'être de ses grands programmes, celle-ci est contrainte d'accepter des éléments aux modes d'action radicalement différents.

Enfin, en interrogeant l'évolution des liens qui unissent l'espace à la société : le spatial ne fonctionne qu'à travers des politiques qui lui donnent sens, l'enjeu de cette ouverture au monde extérieur étant de recréer une connexion durable susceptible de donner une place à l'espace dans le débat public.

Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, Pasco fait partie des quelques noms qui comptent dans un domaine qu'ont tendance à délaïsser les universitaires, et qui est souvent laissé aux seules analyses expertes et à ce que Serge Grouard appelait les «visions déformées de l'espace». Xavier Pasco, dont la connaissance intime du sujet n'est plus à démontrer, a le grand mérite de combiner le meilleur des deux mondes. L'œuvre de déconstruction, qui vient combler une lacune importante, est ici associée à une entreprise de reconstruction tout aussi utile et réussie.

**Guilhem Penent**

## EUROPE

### L'UNION EUROPÉENNE ET LA PAIX

Anne Bazin et Charles Tenenbaum (dir.)  
Paris, Presses de Sciences Po,  
2017, 240 pages

Quel rôle l'Union européenne (UE) peut-elle jouer dans la gestion de conflits, la médiation, et *in fine* le maintien de la paix dans le monde ? C'est à cette question qu'une équipe de dix chercheurs internationaux dirigée par Anne Bazin et Charles Tenenbaum, deux maîtres de conférences distingués, essaie de répondre. Depuis Jérusalem, Amsterdam ou bien encore Cardiff, les contributeurs apportent leur expertise à cet ouvrage ambitieux et détaillé. C'est bien l'approche interdisciplinaire de ce travail ainsi que la variété des thématiques abordées qui font sa richesse.

L'ouvrage débute par une analyse des relations entre la Commission européenne et les organisations non gouvernementales, se focalise ensuite sur le développement des outils de médiation européens, avant de présenter un état des lieux des capacités militaires de l'UE. Les chapitres suivants abordent la question d'un *peacebuilding* européen et du tournant stratégique enclenché ces dernières années par les traités de Maastricht et Lisbonne. Les chercheurs s'appuient enfin sur trois études de cas (le processus de paix israélo-palestinien, l'instabilité somalienne, et la pacification du Caucase) pour présenter une évaluation concrète de l'action européenne sur le terrain.

De manière générale, l'ouvrage fait un bilan mitigé de la capacité de l'UE à promouvoir la paix dans le monde. En dépit de progrès considérables,

notamment en termes de prérogatives politiques et juridiques – la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), le développement d'outils militaires, ou encore l'établissement d'aide au développement –, les lacunes militaires et les paralysies internes à l'Union l'empêchent de s'imposer comme un acteur crédible face aux grandes puissances.

L'exemple des *battlegroups* est frappant. Alors que l'Union s'est dotée en 2007 de bataillons prêts à intervenir à tout moment aux quatre coins du globe, ceux-ci n'ont jamais été déployés. Un manque de volonté politique des États membres, des financements collectifs trop maigres, et la primauté des intérêts nationaux ont immobilisé ce mécanisme. On constate de fait que durant les grandes crises – guerres de Yougoslavie, Afghanistan ou Libye par exemple – l'UE s'efface derrière les États et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Mais l'Union garde une influence majeure sur la scène internationale. Sa force actuelle réside principalement dans sa capacité à agir en amont et en aval des conflits. Impuissante durant les guerres des Balkans, elle a maintenant pris le relais en déployant des opérations qui contribuent à stabiliser la région. Absente durant l'intervention en Libye, l'UE s'est réinvestie dans la gestion post-conflit à travers de nombreuses aides financières et une mission d'assistance. Spectatrice en Ukraine et en Syrie, on peut néanmoins imaginer qu'elle aura un rôle fondamental à jouer dans leur reconstruction. Son rôle de médiateur s'étant graduellement institutionnalisé au sein du SEAE, l'UE dispose maintenant d'un véritable service permanent de médiation. La politique européenne

de développement reste également un atout majeur pour atteindre ses ambitions.

Cet ouvrage se présente donc comme une véritable grille de lecture permettant de comprendre comment l'Union européenne œuvre pour la paix dans le monde, et quels sont les instruments variés dont elle dispose pour tendre vers cet objectif.

### Zéphyr Dessus

#### L'AUTRE ALLEMAGNE. LE RÉVEIL DE L'EXTRÊME DROITE

Patrick Moreau

Paris, Vendémiaire, 2017,

304 pages

Fondée en 2013, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a obtenu 12,6 % des voix aux élections législatives de septembre 2017. Présente dans 14 des 16 chambres régionales outre-Rhin, l'AfD représente aujourd'hui une force marquante de la vie politique en Allemagne. D'où l'urgence de mieux comprendre ce parti dans un pays qui ne connaît plus guère le chômage, dont l'économie tourne à plein régime et qui, de surcroît, a longtemps semblé échapper à la montée des partis populistes et d'extrême droite.

Germaniste, chercheur au CNRS et à l'université de Strasbourg, Patrick Moreau est un expert reconnu de l'extrême droite allemande et l'ouvrage le confirme. L'auteur rappelle d'abord que le phénomène d'extrême droite, bien que marginal jusqu'en 2013, a toujours existé dans l'Allemagne de l'après-guerre, et esquisse une courte histoire des différents groupuscules nazillons qui se sont développés

en République fédérale depuis les années 1960. L'auteur réfléchit ensuite à l'impact de la réunification sur l'évolution de l'extrême droite allemande, au regard du fait que nationalisme et xénophobie ont reçu davantage d'écho dans les Länder de l'ex-RDA que dans ceux de l'Ouest – sans doute pour des raisons liées à la fois à la façon dont les dirigeants de la RDA ont traité l'héritage du national-socialisme, et au choc de l'unité allemande.

Patrick Moreau revient ensuite sur la genèse et les mutations de l'AfD. Il rappelle que ce parti regroupait à son début des forces politiques qu'on peut qualifier de « national-libérales ». Mais deux ans après sa naissance, l'AfD change d'orientation, en s'ouvrant à des acteurs issus des milieux nationaux-conservateurs. Depuis 2016-2017, ces derniers sont de plus en plus concurrencés par des militants que Moreau qualifie de « nationaux-völkisch », et qu'il classe sans hésiter à l'extrême droite. Il appuie cette thèse, largement partagée par les politologues allemands, en analysant les fluctuations du personnel dirigeant de l'AfD depuis 2015 – avec l'éviction de son fondateur Bernd Lucke –, ainsi que les liens que délégués et députés de l'AfD entretiennent avec l'extrême droite dure (notamment le Parti national-démocrate – NPD – et le mouvement « identitaire », puis le mouvement Pegida). Il passe aussi en revue les positions prises par ses principaux leaders, qui montrent aussi des tendances propices à la radicalisation.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'évolution de l'AfD dans le contexte politique allemand des années 2015-2017, et au bénéfice que ce parti a su tirer de la vague migratoire de 2015-2016. Moreau revient notamment sur les succès électoraux

que l'AfD a connu aux diverses élections des Länder, qui lui ont permis de s'ancrer sans doute durablement à l'échelle régionale, et notamment en Allemagne de l'Est où ce parti est dorénavant élu par un électeur sur quatre.

Patrick Moreau n'a pas pu dans ces pages tenir compte des résultats des élections législatives. Mais ces dernières ne sauraient constituer une surprise pour le lecteur. Elles confirment plutôt une tendance, hélas lourde. Pour comprendre le phénomène AfD, l'ouvrage de Patrick Moreau, précis et détaillé, écrit avec beaucoup de distance par rapport à l'objet étudié et sans la moindre approche moralisante, est incontournable.

**Hans Stark**

### **BREXIT AND BRITISH POLITICS**

Geoffrey Evans et Anand Menon  
Cambridge, Polity Press, 2017,  
144 pages

Le référendum du 23 juin 2016, lors duquel les électeurs britanniques ont choisi à 52 % de sortir de l'Union européenne (UE), a déjà donné lieu à nombre de publications outre-Manche, qui ont analysé la campagne, les résultats ou les conséquences prévisibles du Brexit. L'ouvrage de Geoffrey Evans et Anand Menon se distingue des précédents en se penchant sur les facteurs qui expliquent ce vote, et sur les nouvelles divisions politiques et sociologiques qu'il révèle au Royaume-Uni, que les partis et clivages idéologiques traditionnels peinent à représenter.

La division entre *Leavers* et *Remainers* apparue en 2016 ne recoupe pas, en effet, les découpages sociaux et géographiques habituels entre la gauche

et la droite, l'électorat favorable au retrait, par exemple, provenant aussi bien de la classe moyenne conservatrice du sud de l'Angleterre que de régions ouvrières du nord habituellement favorables au Parti travailliste. Le référendum a montré, plus fondamentalement, le rejet du consensus néolibéral (sur le plan économique comme sur le plan social) qui rapprochait les deux grands partis depuis les années 1990, lorsque le *New Labour* de Tony Blair avait accepté une partie de l'héritage de Margaret Thatcher. L'âge est apparu comme un facteur explicatif très fort, les jeunes (qui se sont peu déplacés lors de ce scrutin) étant majoritairement favorables au maintien dans l'UE, alors que les personnes âgées, qui votent davantage, y étaient majoritairement opposées.

Les auteurs montrent aussi que la campagne elle-même a eu peu d'impact sur des opinions qui s'étaient formées au cours des années précédentes, même si la campagne du *Leave* a été très habile, parvenant à faire du *statu quo* (rester dans l'UE) un danger d'instabilité pour l'avenir du pays. Le rejet de l'immigration, en provenance de l'Union en l'occurrence, est apparu comme un des principaux facteurs permettant d'interpréter le vote, ce qui explique en grande partie le refus de Theresa May d'envisager un maintien dans le marché unique après le Brexit, puisqu'il supposerait d'accepter le principe de la libre circulation des personnes. Le Premier ministre a donc privilégié la politique sur le bon sens économique, qui militerait en faveur du maintien dans le marché et l'union douanière.

Malgré la remontée des travaillistes aux élections législatives de juin 2017, au moins en nombre de voix, et le relatif échec des conservateurs, qui

dépendent de dix députés unionistes d'Irlande du Nord pour leur survie au gouvernement, rien n'indique que ces nouveaux clivages se soient atténués depuis 2016. Ils rendent l'action politique très compliquée, puisque le gouvernement comme l'opposition doivent répondre à des injonctions contradictoires de leurs électeurs respectifs. Cela explique, pour partie du moins, les difficultés qu'éprouve le gouvernement à clarifier le but ultime recherché dans ses négociations à Bruxelles sur l'avenir des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, et les ambiguïtés du parti travailliste dans l'opposition à adopter une position claire sur un *hard* ou un *soft* Brexit.

**Pauline Schnapper**

### LA DOUBLE DÉMOCRATIE. UNE EUROPE POLITIQUE POUR LA CROISSANCE

Michel Aglietta et Nicolas Leron  
Paris, Seuil, 2017, 208 pages

Ces trois dernières années, le débat sur l'avenir de la zone euro semble s'être cristallisé autour de deux options : une finalisation de l'union bancaire, qui apporterait la réponse la plus adaptée aux sources de la crise de 2009 ; la mise en place d'un budget substantiel de la zone euro, qui offrirait la meilleure garantie d'un fonctionnement harmonieux de la zone euro. *La Double Démocratie* s'inscrit dans la lignée de la seconde option, et offre une analyse stimulante des problèmes actuels de l'ensemble européen, et des mesures à mettre en place pour en améliorer le fonctionnement.

C'est en dotant l'Europe d'un budget commun significatif, financé sur

des ressources fiscales propres, qu'elle deviendra, pour les auteurs, une réelle puissance publique, ce qui contribuera à sa revitalisation démocratique. Les auteurs relèvent le paradoxe des enquêtes d'opinion européennes : si les citoyens semblent marquer leur attachement à la monnaie unique, ils manifestent fréquemment leur rejet de l'Union européenne. La faiblesse de la puissance publique européenne contribuerait à expliquer ce rejet.

Le premier chapitre expose les faiblesses du système politique européen, et notamment son déficit démocratique structurel. Le deuxième chapitre se focalise sur la question de la souveraineté, particulièrement ambiguë dans la construction politique européenne, cette ambiguïté étant source de tensions. Le troisième chapitre analyse comment « recouvrer la puissance publique » européenne, par le biais du développement d'un budget européen substantiel, entre 3 % et 5 % du PIB européen.

Les auteurs proclament et répètent que la « méthode des petits pas », néo-fonctionnaliste, chère à Jean Monnet, est révolue. Mais l'union bancaire n'est-elle pourtant pas par définition le fruit de la méthode fonctionnaliste ? Et n'est-elle pas également un exemple du (difficile) développement de la puissance publique européenne, *via* la question de la résolution et de l'assurance dépôts ? Cette réflexion rejoint la première ligne d'analyse évoquée plus haut, notamment traitée dans les travaux de Barry Eichengreen ou Martin Sandbu, mais qui n'est pas abordée dans *La Double Démocratie*.

Les auteurs en appellent à une recherche interdisciplinaire, prenant en compte la science politique, l'économie, et le droit. Ils ne mobilisent

toutefois étrangement aucun des travaux de la riche historiographie de la construction européenne, ou même de l'histoire de l'Europe après 1945. Alors que les auteurs appellent de leurs vœux «l'avènement d'une véritable puissance publique européenne qui permettra le recouvrement de la puissance publique nationale», nulle mention n'est faite, par exemple, des travaux d'Alan Milward. C'est pourtant l'historien britannique de l'économie qui a le premier analysé l'idée du sauvetage de l'État-nation par l'Europe, dans son livre éponyme, *The European Rescue of the Nation State* paru en 1992, où il étudiait les débuts la construction européenne. L'analyse des auteurs semble faire écho aux travaux de Milward, qui ne prenait certes pas en compte la dimension de revitalisation démocratique comme ils le font eux-mêmes. Le parallélisme entre les réflexions mériterait, par exemple, d'être approfondi.

Michel Aglietta et Nicolas Leron offrent toutefois un ouvrage essentiel, riche et stimulant qui contribue au débat sur la réforme de la zone euro.

**Emmanuel Mourlon-Druol**

## ASIE

### **ACHIEVING FOOD SECURITY IN CHINA: THE CHALLENGES AHEAD**

Zhang-Yue Zhou  
Londres, Routledge, 2017,  
160 pages

Zhang-Yue Zhou distingue deux phases dans l'évolution de la sécurité

alimentaire du pays : entre 1950 et 1979, celle de la pénurie des biens alimentaires ; à partir de 1980, celle de l'abondance des ressources. La pénurie était due principalement à la forme autoritaire du régime. Ce dernier monopolisait les ressources et contrôlait la production ainsi que la distribution des biens et services. Les responsables politiques utilisaient les ressources alimentaires disponibles, pourtant très limitées, pour eux-mêmes et leurs familles, au détriment de la population. Autre variable explicative de la pénurie, l'absence de compétences en management économique : la plupart des hauts fonctionnaires étaient des anciens militaires et n'avaient donc pas les compétences requises pour gérer l'économie du pays. Par ailleurs, l'autoritarisme du régime chinois rendait impossible toute remise en cause des politiques par la population.

À partir des années 1980, la Chine connaît une abondance des ressources alimentaires. La réintroduction des mécanismes du marché dans l'économie a favorisé, selon l'auteur, l'amélioration des revenus des agriculteurs, qui pouvaient adapter leurs activités aux besoins du marché. Dans le même sens, l'ouverture sur l'international à partir de 1980 a permis à la Chine d'accéder aux technologies avancées de production, aux savoir-faire et aux investissements étrangers, ainsi qu'au marché international des biens alimentaires. Il faut ajouter à cela, pour Zhang-Yue Zhou, que le gouvernement chinois a accordé une attention particulière à la question alimentaire en adoptant diverses mesures ayant pour objectif la sécurité alimentaire du pays. Mais c'est le retour à l'agriculture familiale qui a favorisé, en grande partie,

l'amélioration de la production agricole et alimentaire en Chine.

Aujourd'hui, la Chine se trouve dans une situation confortable sur le plan alimentaire. Les disponibilités ont été marquées par l'abondance durant les trois dernières décennies. Le pays dispose d'un stock céréalier de 100 millions de tonnes. En outre, l'offre alimentaire provient essentiellement de la production nationale (98 % pour les céréales et 99 % pour les viandes). Pourtant, si la disponibilité des biens ne représente plus un véritable problème pour la Chine, l'auteur souligne que c'est la qualité des aliments qui représente désormais un enjeu majeur, une bonne partie des produits alimentaires disponibles sur les marchés chinois étant de mauvaise qualité, et la santé des consommateurs étant affectée par l'insalubrité des aliments.

Malgré les résultats enregistrés au niveau de la sécurité alimentaire, la Chine est confrontée à des défis majeurs : la lutte contre la pollution et la dégradation des ressources naturelles, l'amélioration de la qualité des aliments, la réduction des inégalités de revenus, et la réforme des institutions politiques, économiques et éducatives.

On soulignera également que la Chine, vu la taille de sa population, peut produire des effets majeurs sur la sécurité alimentaire mondiale. C'est ainsi que tout changement au niveau de sa production nationale, et partant au niveau de ses exportations et importations, peut entraîner des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire mondiale.

**Said Alahyane**

## THE POLITICS OF SECURITIZATION IN DEMOCRATIC INDONESIA

Yandry Kurniawan

New York, Palgrave Macmillan,  
2017, 240 pages

Cet ouvrage aborde la construction du rapport de l'État indonésien à la sécurité nationale, avant de décrire les acteurs et débats impliqués dans les processus de *sécuritisation* (désignation d'une menace existentielle justifiant la mise en œuvre de mesures d'exception) et *désécuritisation* (retrait de certaines thématiques de l'agenda sécuritaire) de deux conflits internes. Yandry Kurniawan analyse l'évolution de la perception des menaces puis l'implication militaire face à la rébellion acehnaise (jusqu'à l'accord de 2005) et aux violences interconfessionnelles aux Moluques (1999-2005).

Un retour historique souligne combien la désignation de menaces existentielles fait figure de norme en Indonésie, dès l'époque coloniale. Une forme de loi martiale est institutionnalisée sous Sukarno puis consolidée par Suharto, avec développement d'une structure militaire territoriale parallèle à la bureaucratie civile. Le principal apport théorique de l'ouvrage apparaît dans les chapitres consacrés à la transition post-Suharto, de sa destitution (1998) au milieu du second mandat de Susilo Bambang Yudhoyono (SBY) (2009). La période est marquée par l'embrasement de plusieurs conflits internes et la diffusion d'une violence de basse intensité (attentats, piraterie, criminalité). Dans ce contexte, les autorités cherchent à consolider simultanément la transition démocratique et l'appareil sécuritaire, débarassant l'*establishment* militaire de ses habitudes répressives tout en recourant abondamment à une loi martiale

désormais inscrite dans le droit. Les trois premiers présidents de la transition démocratique ont ainsi invoqué la loi martiale (Habibie au Timor oriental ; Wahid aux Moluques puis dans le contexte précédant sa destitution ; Megawati à Aceh). Les mandats de SBY n'ont pas non plus été exempts de mesures exceptionnelles, notamment en matière de lutte contre le terrorisme.

Les cas d'étude soulignent l'absence de linéarité de la transition entre *sécuritisation* et *désécuritisation*, alternativement mises en œuvre par les mêmes acteurs selon leur perception des menaces et du contexte, notamment de l'opinion. Ils soulignent aussi la complexité du rôle des militaires, susceptibles de devenir des partenaires nécessaires voire des amplificateurs de *désécuritisation*, loin de la représentation dominante qui les cantonne au rôle d'agents de *sécuritisation*.

Tourné vers l'étude d'acteurs nationaux et locaux, l'ouvrage aurait pu davantage souligner l'importance d'un contexte mondial susceptible d'enrayer ou de favoriser les processus de *sécuritisation*. C'est notamment le cas, pour des conflits à dimension religieuse, après les attentats du 11 septembre 2001 (le gouvernement de Megawati assimilant alors les rebelles d'Aceh au terrorisme global). Dans la même ligne, l'intentionnalité des parties prenantes est parfois surestimée – choix assumé dont témoigne l'évocation de « politiques de *sécuritisation* » –, là où les autorités procèdent souvent à une *sécuritisation ad hoc* face à des situations semblant mettre en jeu leur crédibilité en l'absence de réponse vigoureuse. Enfin, les particularités inhérentes à la conception même de la sécurité en Asie du Sud-Est, au-delà de l'expérience coloniale,

auraient mérité d'être soulignées : la *sécuritisation* prend une dimension différente dans un contexte où la sécurité nationale est d'emblée conçue de manière extensive et tournée vers l'intérieur, alors que l'appareil militaire se perçoit comme un vecteur de stabilité politique.

**Delphine Allès**

### **RENOUVEAU DE L'ISLAM EN ASIE CENTRALE ET DANS LE CAUCASE**

Bayram Balci  
Paris, CNRS Éditions, 2017,  
320 pages

Bayram Balci, ancien directeur de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale à Tachkent, signe une étude fort utile sur un espace centrasiatique qui interroge, dans le contexte de mondialisation de l'islam, de l'éclosion de formes radicales, et de recomposition du djihad mondial.

Le premier axe de lecture s'appuie sur l'histoire soviétique de la région, et le rapport complexe qu'entretint l'Union soviétique à l'islam. Loin d'un athéisme inflexible, le pouvoir flattait les populations musulmanes pour gagner leur soutien, faisant de l'islam un moyen de construction des identités nationales.

Bayram Balci fait intelligemment le lien entre cette histoire et la situation contemporaine. Si l'ouverture des frontières a permis un nouvel essor de la religion, les États d'Asie centrale et du Caucase en ont rapidement restreint les expressions plurielles, potentiellement néfastes pour les pouvoirs politiques. Marqués par l'histoire séculière soviétique, ils ont



maintenu le contrôle de la religion, se dotant de structures définissant un islam national, un « bon » islam auquel s'identifier (en Asie centrale, il s'agit d'un islam fidèle aux enseignements du sunnisme traditionnel hannafite).

L'islam sert ainsi à légitimer l'État – l'Azerbaïdjanais Heydar Aliyev s'y réfère pour effacer son passé de responsable au KGB –, mais sans que lui soit conféré nul pouvoir politique. Les pratiques populaires, apolitiques, comme les pèlerinages, sont encouragées. Voici la thèse centrale du livre : chaque pays, dans sa volonté de différenciation et de construction d'une identité, a favorisé l'émergence d'un islam national, fruit de l'histoire et des contextes nationaux.

Autre apport important de l'ouvrage, les diverses formes de religiosité présentes sont référencées et contextualisées. Ainsi de la *Jama'at al Tabligh*, venue d'Asie du Sud, peu influente et seulement présente au Kirghizstan. Ainsi également des réseaux de la confrérie *Nakhsibendiyya* du « parti de la libération » (*Hizb ul Tahrir*), surveillé et combattu. Au total, il ressort que le rôle politique de l'islam comme contre-pouvoir reste très limité.

Les États étudiés se différencient aussi dans leur rapport aux influences extérieures, nées de l'ouverture et de la nécessaire coopération avec les producteurs d'islam. L'auteur déconstruit l'idée d'une prééminence d'États se présentant comme les défenseurs de l'islam au niveau mondial. L'Iran joue ainsi un rôle mineur sur cet espace avec lequel il partage pourtant une histoire, trop occupé à des considérations géopolitiques dans sa relation avec Bakou par exemple. Le rôle de l'Arabie Saoudite

est aussi minoré, quoique les fondations Al-Haramain et la International Islamic Relief Organisation et ses lieux saints constituent un réel *soft power* pour le pouvoir saoudien. En revanche, la Turquie laïque apparaîtrait la plus influente dans cet espace. Si elle est repoussée dans son rôle de « nouveau grand frère », le détail que donne l'auteur des outils turcs est impressionnant, qu'il s'agisse de la *Diyamet* ou encore des écoles du mouvement Gülen.

Bayram Balci livre ici un texte utile à la compréhension de l'histoire religieuse de cet espace et des forces centrifuges qui pourraient le déstabiliser ; et une étude fouillée, singulière en langue française, pour tous ceux qui s'intéressent au regain de l'islam en Asie centrale et dans le Caucase.

**Vincent Doix**

## MOYEN-ORIENT/MONDE ARABE ET MUSULMAN

### KADHAFI

Vincent Hugeux

Paris, Perrin, 2017, 352 pages

La Libye a longtemps peu intéressé les chercheurs et les Français. La France n'avait pas avec ce pays sous influence italienne l'intimité qu'elle pouvait avoir avec les autres pays maghrébins. Le livre de Vincent Hugeux, grand reporter à *L'Express*, comble cette lacune par la richesse de son information et la description des relations difficiles du colonel Kadhafi avec les pays occidentaux en général, et la France en particulier. Il apporte

des éléments de jugement très intéressants à un moment où l'on s'efforce de maîtriser le chaos libyen provoqué par l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 2011.

L'auteur s'efforce tout d'abord de cerner la personnalité de ce « caïd paradoxal ». Certes, Kadhafi était plein de contradictions, mais loin d'être fou comme ses détracteurs ont pu le dire. Si tel était le cas, il n'aurait pu régner pendant 42 ans, record sans équivalent parmi les chefs d'État arabes, échappant aux fréquents complots intérieurs et aux tentatives de déstabilisations extérieures. « Ses colères théâtralisées, ses diatribes incandescentes, ses rodomontades puériles, ses ébouriffantes lubies masquent une implacable cohérence », celle du rebelle de naissance habité par quelques tenaces obsessions. Parmi celles-ci, on citera : laver l'affront colonial, vaincre Israël, rassembler l'*oumma* arabo-musulmane, unifier l'Afrique... La relation avec la France fut particulièrement heurtée, de la sympathie initiale du président Pompidou pour le jeune lieutenant qui dépose le roi Idriss en 1969 à l'affrontement avec Nicolas Sarkozy.

Réunissant de nombreux témoignages de proches, d'adversaires, de diplomates, Vincent Hugué bâtit, par-delà ce qui se présente comme une biographie, l'histoire de la Libye de 1969 à 2011. Celle-ci est émaillée de nombreuses crises internes, d'une politique d'influence active en Afrique, de menées terroristes tous azimuts et de relations conflictuelles avec les pays occidentaux. Ce fut au total un « formidable échec », tant sur le plan interne qu'externe : Khadafi n'a su malgré l'ampleur de ses ressources

financières faire de la Libye un pays moderne et cohérent. Son action extérieure a rassemblé autour de lui une vaste coalition comprenant, outre des pays occidentaux, de nombreux « pays frères » qui ont contribué à sa tragique disparition.

La dernière partie couvre l'année 2011 et la fin du règne de Kadhafi qui se termine par sa mort à Syrte, filmée en direct par ses exécuteurs. À l'évidence, il sous-estime la force de la vague de révoltes qui secoue depuis fin 2010 les pays arabes, et ne voit pas que l'étincelle de Benghazi qui allume le soulèvement le 15 février va lui être fatale. Il résiste efficacement cependant dans un premier temps à la coalition de l'OTAN, qui agit avec l'aval donné le 19 mars par le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'auteur reste cependant prudent sur les débats développés à la suite de l'intervention de la coalition. La population de Benghazi était-elle réellement menacée d'un massacre ? L'intervention militaire validée par la communauté internationale au titre de la responsabilité de protéger a-t-elle dépassé le mandat onusien ? Les accusations des proches de Kadhafi touchant directement le président Sarkozy et la campagne de la présidentielle de 2007 sont-elles fondées ? Pour l'auteur, il n'y a pas de réponses claires à ce jour.

Ce livre, très bien écrit, se lit avec beaucoup d'intérêt et donne une image nuancée de la Libye de Kadhafi. Il reste maintenant à écrire une suite dont le terme n'apparaît pas encore clairement.

**Denis Bauchard**

## L'ÉTAT ISLAMIQUE PRIS AUX MOTS

Myriam Benraad

Paris, Armand Colin, 2017,

192 pages

Dans cet ouvrage, Myriam Benraad choisit une approche encore peu étudiée dans la littérature scientifique francophone pour comprendre l'État islamique (EI) : l'idéologie. Son étude s'appuie sur une analyse fine des supports de propagande de l'organisation, qu'il s'agisse des revues *Dabiq*, *Dar al-Islam* ou *Rome*, ou des vidéos et publications diffusées par ses organes de propagande. Dès lors, ce livre se présente comme une contribution à la compréhension de l'idéologie du groupe djihadiste, alors que les acteurs de la lutte antiterroriste ont pris conscience de l'importance de cette dimension comme complément à la réponse militaire.

L'ouvrage est articulé autour de 20 couples de concepts caractérisant l'idéologie de l'EI. On retrouve des concepts classiques dans les études sur le Moyen-Orient, comme « Occident et Orient » ou « Tradition et Modernité », ainsi que d'autres moins abordés, tels que « Beauté et Laideur » ou « Immanent et Transcendant ». Cette approche permet de mettre en avant le paradoxe qui caractérise la vision à la fois binaire et extrêmement sophistiquée portée par l'organisation sur le monde. Elle montre bien la cohérence idéologique qui structure le groupe, s'inscrivant dans la tradition et dans l'histoire du monde musulman du point de vue discursif, mais peut-être et surtout dans la modernité. Myriam Benraad soutient en effet que l'EI est un pur produit de la modernité, pas seulement pour sa maîtrise des outils de communication, qui a donné lieu à des productions dignes des studios

hollywoodiens (par exemple la vidéo *Flames of War*), mais aussi pour sa réinvention de la tradition religieuse et pour son projet de construction étatique. Se prétendant à la fois État et islamique, en conformité avec cette tradition, le groupe s'inscrit en réalité en contradiction avec les conceptions de l'État et de la religion musulmane des premiers siècles de l'islam jusqu'au Moyen Âge.

Les 20 chapitres de l'ouvrage sont structurés de façon identique : après une courte introduction, deux parties viennent expliquer le couple de concepts étudié, avant qu'une troisième le déconstruise, soulignant ainsi les limites de l'EI dans l'interprétation des préceptes coraniques et leur mise en application depuis 2014. Dans ce cadre, l'auteur ne se contente pas d'éclaircir et d'expliquer les ressorts de l'idéologie de l'EI dans toute leur complexité ; elle fournit aussi un argumentaire critique, qui doit servir d'instrument dans la lutte contre le discours du groupe qui a séduit de nombreux ressortissants français et de pays étrangers.

Enfin, l'ouvrage a le mérite d'abattre un bon nombre de clichés à propos de l'EI, en particulier celui d'une organisation dépourvue de toute cohérence idéologique et composée seulement de fous barbares sans rationalité. Se voulant didactique, il s'adresse à un public très large, du profane qui disposera d'un livre multi-entrées facilitant la lecture et d'un glossaire des termes clés, à l'universitaire, en passant par les décideurs politiques et les responsables administratifs impliqués dans la lutte contre le groupe et l'idéologie djihadistes. Après avoir restitué et déconstruit le discours de l'EI, l'auteur conclut par quelques pistes de réflexion pour mieux combattre cette idéologie, notamment en proposant de mobiliser davantage

la société civile dans la production d'un contre-discours, ainsi que ceux qu'on appelle aujourd'hui «les revenants», dont une partie a été déçue par son expérience au sein de l'EI.

**Philippe Bannier**

## LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Alain Dieckhoff

Paris, Armand Colin, 2017,  
144 pages

Comme le rappelle Alain Dieckhoff, 2017 représente un triple anniversaire : celui de la déclaration Balfour qui, en 1917, se prononçait en faveur d'un foyer national juif ; celui de la résolution des Nations unies du 29 novembre 1947 qui appelle à la création de deux États, l'un arabe, l'autre juif ; celui enfin la guerre des Six Jours de juin 1967 qui permit à Israël d'occuper la partie est de Jérusalem, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ce rappel montre à quel point le conflit israélo-palestinien s'inscrit dans la durée. Un siècle plus tard, aucune solution politique satisfaisante ne semble proche.

Les accords d'Oslo de 1993 ont fait poindre un espoir qui s'est rapidement évanoui après l'assassinat d'Yitzhak Rabin. Après des négociations intermittentes qui s'étirent sur plus de 25 ans, le processus de paix est dans l'impasse, voire en mort clinique. Cependant, à l'heure de la décision américaine de déplacer l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem et de l'élaboration d'un *deal* par Jared Kushner, gendre du président Trump, cet ouvrage représente un *vade-mecum* très pertinent pour comprendre l'un des plus vieux et des plus complexes conflits non résolus, qui constitue toujours un baril de poudre en suspension dans cette région instable.

Toutes ces raisons appelaient effectivement à faire le point de façon aussi sereine que possible sur ce sujet qui, de part et d'autre, suscite des engagements souvent passionnés. Nul mieux qu'Alain Dieckhoff ne pouvait avoir cette sérénité, pour écrire cet ouvrage de synthèse, compte tenu de sa connaissance de la politique intérieure d'Israël comme de celle de l'évolution de la question palestinienne. De ce conflit, il propose avec succès «une approche raisonnée de ses origines, de ses logiques, de ses dynamiques, une approche qui permet de restituer les indispensables complexités».

Le libellé des 20 questions classées par ordre chronologique témoigne de cette volonté de décrypter tous les aspects de ce conflit multiforme. Parmi celles-ci, citons : pourquoi juifs et arabes s'affrontent-ils en Palestine depuis 100 ans ? Pourquoi un processus de paix est-il lancé depuis 1990 ? Les États-Unis sont-ils un acteur impartial ? Pourquoi l'Europe, dont les liens sont étroits avec Israël, a-t-elle été marginalisée ? La solution des deux États qui, à un moment donné, a été reconnue seule solution possible est-elle menacée, voire morte ? Jérusalem peut-elle être la capitale des deux États ? Ce conflit aura-t-il une fin ?

La conclusion de l'auteur sur cette dernière question n'est pas spécialement optimiste, et l'évolution récente du contexte depuis la parution du livre ne peut que renforcer cette impression. «La situation de "paix partielle/guerre intermittente" peut encore perdurer». Certes, toutes les guerres s'achèvent un jour, mais à quel prix ? En l'espèce, on peut craindre que la solution des deux États ne soit morte avec le développement des colonies de peuplement à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, et la perspective d'une

annexion progressive de l'essentiel des territoires palestiniens à la demande de plusieurs partis de la majorité actuelle en Israël. Se dirige-t-on vers une occupation permanente de ces territoires ? La solution de l'État unique est-elle réaliste ? Israël ne risquerait-il pas dans cette hypothèse de perdre son âme, et de ne plus être un État démocratique ? Autant de questions ouvertes ; mais le temps ne travaille pas en faveur de la paix.

**Denis Bauchard**

**FALSE DAWN: PROTEST, DEMOCRACY,  
AND VIOLENCE IN THE NEW MIDDLE EAST**

Steven A. Cook  
Oxford, Oxford University Press,  
2017, 360 pages

Ce livre tente d'expliquer comment l'espoir des printemps arabes a laissé si rapidement place à une régression violente et autoritaire au Moyen-Orient. L'auteur étudie principalement quatre pays de la région : la Tunisie, l'Égypte, la Libye et la Turquie. Selon lui, trois facteurs sont à prendre en considération pour comprendre cet échec : le caractère en dernière analyse non révolutionnaire des soulèvements, la capacité des dirigeants à manipuler à leur avantage les institutions, et l'importance des questions identitaires.

Travaillant au Council on Foreign Relations, l'auteur entend jouer un rôle de prescripteur auprès de l'administration américaine. Dès le premier chapitre, il illustre la manière dont cette dernière a été prise de court par les événements, et rappelle l'engagement de l'administration Bush en faveur de la démocratie dans la région au cours de la précédente décennie,

même s'il conteste le discours des néo-conservateurs prétendant que le désir de démocratie serait né de l'invasion de l'Irak. Le cinquième chapitre, qui précède immédiatement la conclusion de l'ouvrage, est d'ailleurs entièrement consacré à l'impuissance des États-Unis au Moyen-Orient, et plaide pour une plus grande fermeté de Washington sur les principes, ce qui, à défaut d'influer sur le déroulement des événements, pourrait au moins éviter d'alimenter l'anti-américanisme de tous les camps en présence, encouragé par l'illisibilité de la politique de Washington.

Le cœur de l'ouvrage est, lui, consacré à l'évolution politique interne des quatre pays, avec une solide discussion de la littérature scientifique sur les notions de révolution et de démocratisation. Dans le premier chapitre, l'auteur rappelle les espoirs de la période 2011-2013, au cours de laquelle la Turquie faisait figure pour le monde arabe de modèle précurseur d'une intégration des islamistes au jeu politique, par la grâce des procédures démocratiques. Dans le deuxième chapitre, l'auteur se penche sur le contexte économique et social des soulèvements : une croissance économique soutenue et des différences de revenus somme toute modestes, mais un taux de chômage élevé, notamment chez les plus jeunes. Les revendications économiques, confuses, auraient été liées aux aspirations à la démocratie par le biais de la notion de dignité (*Karâma*). Le troisième chapitre décrit la transmutation des espoirs en angoisses dans les quatre pays, cherchant à identifier dans chaque cas le point de bascule.

Enfin, le quatrième chapitre revient sur les trois facteurs définis en introduction. Chacun d'eux mériterait une discussion : le premier a tout

d'un argument circulaire (l'absence de transformations politiques s'expliquerait par le fait que les soulèvements n'étaient pas révolutionnaires, puisqu'ils n'ont pas apporté de transformations), et les deux autres ne sont pas spécifiques au Moyen-Orient, et n'expliquent donc pas pourquoi la démocratisation a échoué ici quand elle a réussi ailleurs. De ce fait, l'on n'est pas forcé de partager le pessimisme de l'auteur quant à l'avenir de la région, promise selon lui à de longues années de violence et d'autoritarisme.

Ces réserves mises à part, le constat selon lequel les printemps arabes auraient échoué en même temps que leur modèle turc s'abîmait est pertinent, et constitue sans conteste une grille de lecture intéressante de la dynamique des dernières années.

**Clément Steuer**

## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD : LES PARADOXES DE LA NATION ARC-EN-CIEL

Philippe Gervais-Lambony  
Paris, Le Cavalier bleu, 2017,  
176 pages

En 1994, Philippe Gervais-Lambony a ouvert la voie de l'Afrique du Sud à de nombreux chercheurs français en sciences humaines et sociales, en étant le premier directeur scientifique de l'Institut français d'Afrique du Sud. Les études de géographie, notamment urbaine, puis d'histoire et de pré-histoire, d'anthropologie ou encore de science politique s'y sont ainsi

développées pour tenter de saisir les multiples facettes de la société sud-africaine. Cet ouvrage mobilise ces différentes disciplines, non pour invalider certains lieux communs comme l'exceptionnalité sud-africaine sur le continent ou le « miracle » de sa transition démocratique, mais plutôt pour les nuancer et les mettre en perspective.

Les efforts de contextualisation et de pédagogie révèlent l'érudition d'un fin connaisseur de l'Afrique du Sud. Les entrées thématiques (histoire, société et culture, économie) permettent d'aborder les principales continuités de l'Afrique du Sud post-apartheid, telles la ségrégation spatiale, les antagonismes raciaux ou la culture de la violence, ainsi que les grandes recompositions à l'œuvre – notamment la consolidation d'une démocratie multiraciale ou l'émergence d'une classe moyenne noire.

Un des grands intérêts de cet ouvrage est également de mettre en lumière la diversité et, parfois, la cohabitation (des langues, des religions, des communautés...) observées en Afrique du Sud, à tel point que l'auteur propose la dénomination « les Afriques du Sud », plus en phase avec sa pluralité. On comprend aussi la pluri-appartenance qui caractérise bon nombre de Sud-Africains. Celle-ci peut être spatiale (le *township* en tant que lieu de sociabilité et la banlieue périurbaine qui permet d'accéder à un confort supérieur), religieuse (syncrétisme entre christianisme et religions dites « traditionnelles »), linguistique (usage des langues africaines dans le cadre familial et de l'anglais dans le cadre professionnel ou pour l'éducation des enfants), sociale (la fragilité de l'appartenance à la classe moyenne), raciale (c'est le cas notamment d'élèves noirs ayant été scolarisés dans des écoles

majoritairement et historiquement «blanches») ou politique (l'alliance au pouvoir permet d'être syndicaliste et membre du gouvernement, communiste et soutien de politiques néolibérales).

On regrettera cependant une bibliographie générale limitée et le faible nombre de références pour chacun des thèmes abordés. Celles-ci auraient permis au lecteur d'approfondir ses connaissances en se référant aux multiples sources mobilisées par l'auteur et d'explorer différentes perspectives sur des thématiques particulièrement complexes, à l'image des causes de la fin de l'apartheid, des défis de la «réconciliation», ou de la mutation de l'African National Congress, de mouvement de libération à parti de

gouvernement. Par ailleurs, certaines thématiques sont éludées ou abordées seulement à la marge. Ainsi en est-il des évolutions de la politique étrangère sud-africaine, ou d'une dépendance croissante vis-à-vis de la Chine, traitées de manière quelque peu réductrice sous l'angle économique.

Cet ouvrage reste une parfaite introduction pour quiconque cherche à se familiariser avec les enjeux contemporains de l'Afrique du Sud. Il est également fort utile, y compris pour des observateurs avertis, car il expose de manière claire et synthétique les principaux indicateurs socio-économiques et démographiques du pays.

**Victor Magnani**